

Cote du document: EB 2020/131(R)/INF.4
Date: 23 novembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Programme pour la résilience du monde rural

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jyotsna, Puri

Directrice

Division environnement, climat, genre
et inclusion sociale

téléphone: +39 06 5459 2109

courriel: j.puri@ifad.org

Liza Leclerc

Spécialiste technique principale

téléphone: +39 06 5459 2940

courriel: l.leclerc@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe

Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session
Rome, 7-9 décembre 2020

Pour: **Information**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Programme pour la résilience du monde rural	1
I. Qu'est-ce que le Programme pour la résilience du monde rural?	1
II. Théorie du changement	3
III. Allocation des ressources	8
IV. Mobilisation des ressources	10
V. Gouvernance	11
A. Comité consultatif du Programme	11
B. Unité de coordination interdivisions du Programme	12
VI. Suivi des résultats et établissement de rapports	12

Appendices:

I. Enhanced Programme for Adaptation to Smallholder Programme (ASAP+)	
II. The Sustainability, Stability and Security Initiative (3S) in Africa	
III. GCF Great Green Wall Initiative for the Sahel (GCF-GGWI) concept under development	
IV. Provisional 2RP Results Management Framework	
V. Summary of lessons learned from ASAP1	
VI. Nexus areas between climate change, nutrition, gender, youth, and indigenous people (adapted from EB 2019/128/R.6)	
VII. ASAP1 Results Management Framework challenges and proposed solutions for ASAP+	
VIII. Overview of the contribution of 2RP to the COVID-19 response	
IX. Glossary of environment and climate-related terms	
X. Related policies and documents	

Sigles et acronymes

ASAP+	Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne
FVC	Fonds vert pour le climat
Initiative 3S	Initiative Durabilité, stabilité, sécurité
Initiative GMV	Initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel
ODD	Objectif de développement durable
SGRO	Système de gestion des résultats opérationnels

Programme pour la résilience du monde rural

I. Qu'est-ce que le Programme pour la résilience du monde rural?

1. Le Programme pour la résilience du monde rural (ci-après "le Programme") est un nouveau programme global qui met l'accent sur l'atténuation des effets exercés par les changements climatiques, notamment l'insécurité alimentaire, les migrations illégales et la dégradation des sols. Il a pour objet de fournir aux petits producteurs ainsi qu'aux paysans pauvres sans terre et à leurs communautés les ressources dont ils ont besoin pour mettre en œuvre sans attendre des stratégies de résilience adaptées au contexte local.
2. Dans le cadre du Programme, le FIDA vise à adopter une démarche globale de la résilience en associant un certain nombre d'initiatives essentielles qui formeront les piliers d'un cadre de coordination commun. Ce faisant, il accroîtra leur impact ainsi que le caractère additionnel de son programme de prêts et dons. Le Programme prend appui sur des compétences spécialisées de plus en plus importantes que possède le FIDA dans le domaine de la transformation des sociétés rurales grâce à l'intégration de ses quatre thématiques transversales – climat, genre, nutrition et jeunes. Il exploite de surcroît directement les synergies entre les conventions de Rio – la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Il contribuera aussi à réaliser les ambitions de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028 et de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030).
3. Le Programme concourra à la réalisation de 15 des objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 1 (Pas de pauvreté) et l'ODD 2 (Faim "zéro"), et contribuera à l'ODD 5 (Égalité des sexes), à l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), à l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), à l'ODD 12 (Consommation et production durables), à l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et à l'ODD 15 (Vie terrestre). Il fait donc partie intégrante du modèle opérationnel du FIDA, et est un important outil qui permet au Fonds de poursuivre ses objectifs stratégiques.
4. En replaçant les parties prenantes et les initiatives dans un cadre commun, le Programme constitue un partenariat novateur qui s'inscrit dans le droit fil du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs). Les activités de coopération et de coordination seront renforcées grâce à la participation de partenaires stratégiques régionaux et mondiaux tels que l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation internationale pour les migrations, la Coalition internationale pour l'accès à la terre, l'Agence panafricaine de la Grande Muraille verte, l'AUDA-NEPAD¹, les organismes ayant leur siège à Rome, l'Union africaine, le Fonds vert pour le climat (FVC), ainsi que de représentants d'organisations paysannes et des peuples autochtones, entre autres parties prenantes. Le Programme favorise également l'exploitation des synergies entre les trois Conventions de Rio (la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification).
5. Le FIDA s'emploie de longue date à aider les exploitants et les travailleurs agricoles les plus pauvres et les plus vulnérables dans le but de créer des économies rurales inclusives. Dans le cadre du Programme, le FIDA s'appuiera sur ses ressources, sa présence sur le terrain, ses connaissances techniques, son expérience pratique, ainsi que sa réputation de rassembleur de financements climatiques. Le Programme vise à avoir une envergure mondiale pour regrouper et orienter de multiples

¹ Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

sources de financement de manière à accroître la résilience des petits exploitants et de leurs communautés. Il cherchera, dans le contexte de son pilier ASAP+, à rééquilibrer et à accroître le pourcentage des financements climatiques ciblant les petits exploitants – qui n'est actuellement que de 1,7% des flux mondiaux (projet de rapport).

6. Le Programme comportera au départ trois piliers, qui sont décrits plus en détail dans les appendices I, II et III:
 - i) le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+);
 - ii) l'initiative Durabilité, stabilité, sécurité (initiative 3S) en Afrique;
 - iii) le programme-cadre du Fonds vert pour le climat en faveur de l'initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel (GMV).
7. L'initiative GMV sera financée par l'intermédiaire du FVC, de sorte que c'est le conseil d'administration de ce dernier qui approuvera l'utilisation des financements par le FIDA, et assurera leur gestion conformément à ses propres prescriptions. Le FIDA prévoit de soumettre au Conseil d'administration du FVC un certain nombre de projets portant sur un ou plusieurs pays, qui contribuent aux objectifs de l'initiative GMV et compléteront vraisemblablement les projets financés à partir des ressources de l'ASAP+ et de l'Initiative 3S. Des financements additionnels provenant de sources autres que le FVC pourraient, de surcroît, être mobilisés par le FIDA et détenus par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire du Programme. Les fonds du FVC ne doivent toutefois être placés que dans le fonds fiduciaire du FVC, et ne peuvent pas être regroupés avec d'autres ressources. Ce pilier n'est encore guère développé et n'est donc pas décrit de manière détaillée dans le présent document (voir l'appendice III pour une description de l'initiative GMV).
8. Les trois piliers sont issus de processus politiques et institutionnels distincts, et ont fait l'objet de débats tenus avec différents bailleurs de fonds et parties prenantes. Ils présentent toutefois un certain nombre de points communs qui témoignent d'une meilleure compréhension des causes profondes de la pauvreté rurale et de diverses formes d'insécurité. Une source majeure de préoccupation tient aux effets en cascade des changements climatiques sur les terres dégradées et marginales, qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les jeunes. Ces effets provoquent un accroissement des inégalités dans les pays en développement, en particulier lorsque les profils démographiques sont marqués par une forte proportion de jeunes. Une population jeune peut contribuer au développement d'un pays, mais peut aussi être source de problèmes uniques, notamment le chômage des jeunes, la montée de la criminalité, la radicalisation, et l'exode rural de ce groupe de population².
9. L'ASAP+ du FIDA, qui fait fond sur la première et la deuxième phase de l'ASAP (ASAP1 et ASAP2), est un programme mondial axé sur les changements climatiques qui vise à lutter contre une insécurité alimentaire grandissante due au climat en obtenant des résultats dans les domaines de l'adaptation et de l'atténuation. Il est conçu de manière à accroître la résilience de 10 millions de personnes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, face aux aléas climatiques, et à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est envisagé de mobiliser, à cette fin, des ressources à hauteur de 500 millions d'USD auprès de sources de financement de la lutte contre les changements climatiques, en partant de la contribution de près de 360 millions d'USD au titre de l'ASAP1 annoncée en 2012 et de la contribution supplémentaire de 17 millions d'USD à l'ASAP2 annoncée en 2018. Il sera ainsi possible de disposer de ressources climatiques différentes, qui s'ajouteront à celles provenant du programme de prêts et dons du FIDA et pourront être utilisées là où elles seront les plus nécessaires. Le programme ASAP+ sera mis en œuvre essentiellement dans les pays à faible revenu – en particulier ceux qui sont

² <https://www.un.org/fr/un75/shifting-demographics>.

surendettés – dont l'économie est fortement tributaire de la production agricole. Ces derniers sont ceux qui font face aux problèmes les plus graves liés à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté rurale, à la fragilité, à l'insuffisance de leurs capacités institutionnelles et à leur vulnérabilité aux changements climatiques.

10. Des dispositions seront également prises en faveur des petits États insulaires en développement (PEID) et d'autres pays particulièrement vulnérables ou fragiles où subsistent des poches d'insécurité alimentaire. Dans le cadre de l'ASAP+, la priorité sera accordée à la mise en œuvre d'opérations dans les régions où il sera manifestement possible d'accroître la résilience et de renforcer les capacités institutionnelles.
11. L'initiative 3S, qui est pilotée par l'Afrique, est issue des travaux de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et a déjà été approuvée par 14 pays participants³ en vue de son extension à l'ensemble de l'Afrique. Lancée par le Maroc et le Sénégal, cette initiative intergouvernementale a pour but de lutter contre les causes profondes de l'instabilité en Afrique. Elle vise en particulier à créer des solutions de rechange aux migrations dues aux conflits ainsi qu'à la dégradation de l'environnement, des ressources naturelles et des sols, et à réduire les incitations à ces mouvements de population.

II. Théorie du changement

12. L'intensification des effets des changements climatiques ainsi que les conflits comptent parmi les principaux facteurs interdépendants de l'aggravation de l'insécurité alimentaire, en particulier en Afrique. Un quart de la population mondiale souffre d'une insécurité alimentaire modérée à grave, qui ne cesse de s'accroître depuis six ans. Plus de la moitié de la population en Afrique, près d'un tiers en Amérique latine et dans les Caraïbes et plus d'un cinquième en Asie sont en situation d'insécurité alimentaire⁴. L'insécurité alimentaire et la pauvreté sont généralement concentrées dans les régions les plus exposées aux changements climatiques, comme l'Afrique subsaharienne, et notamment dans les zones rurales des pays à faible revenu, où vivent jusqu'à 75% des habitants extrêmement pauvres de la planète⁵.
13. La proportion de personnes souffrant de la faim et de la pauvreté est plus élevée parmi les groupes les plus vulnérables de la société, notamment les femmes des zones rurales, qui ont généralement un accès plus limité que les hommes à des ressources et à des services essentiels. Les jeunes sont également un groupe à risque, car ils sont souvent handicapés par leur manque de qualifications, leur accès limité aux ressources et leurs liens ténus avec les marchés. Les populations autochtones, qui occupent ou utilisent jusqu'à 22% de la superficie terrestre, qui hébergent 80% de la diversité biologique mondiale, sont également menacées.
14. La récente aggravation de l'insécurité alimentaire coïncide avec trois des quatre années les plus chaudes jamais enregistrées⁶. L'année 2020 promet déjà de battre ce record, et les températures excessives ont aggravé les ravages causés par la pandémie de COVID-19 et par la plus importante invasion de criquets observée en Afrique de l'Est depuis plus de 70 ans. Les fléaux tels que les essaims de criquets et les maladies zoonotiques⁷ comme la COVID-19 ne peuvent que s'amplifier à cause des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. La

³ Les pays suivants ont approuvé l'initiative 3S: Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Zambie et Zimbabwe. L'initiative pourrait s'étendre à l'ensemble de l'Afrique.

⁴ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FIDA, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la Santé. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*.

⁵FIDA, 2019. *Rapport sur le développement rural*.

⁶ Organisation météorologique mondiale, 2018. *The State of the Global Climate in 2018*.

⁷ Maladies dont les agents peuvent passer des animaux aux êtres humains.

transformation des écosystèmes, la fragmentation des habitats, la perte de biodiversité et la manière de produire, de commercialiser et d'utiliser les espèces vivantes dans l'alimentation, la préparation de médicaments et d'autres articles doivent être gérées avec prudence de manière à limiter la propagation de ravageurs et de maladies⁸. La riche biodiversité qui jusqu'à présent soutenait la production agricole et des régimes nutritifs s'appauvrit⁹. Les sols se dégradent à un rythme alarmant puisque 24 milliards de tonnes de sol fertile disparaissent chaque année, notamment en raison de pratiques agricoles non durables. Si les tendances actuelles persistent, 95% de la superficie terrestre pourraient être dégradés d'ici à 2050¹⁰.

15. Les pratiques agricoles et les habitudes alimentaires non durables figurent parmi les principaux facteurs de la dégradation des sols et de la perte de biodiversité. L'alimentation et l'agriculture sont à la fois les causes et les victimes des changements climatiques. Les populations marginalisées vivent souvent sur des terres dégradées et fragiles sur le plan écologique, qui subissent les plus forts impacts des changements climatiques. De piètres politiques et le manque d'accès à la terre, aux intrants et aux technologies limitent la productivité des sols et provoquent souvent le défrichement de nouvelles superficies. Ce cercle vicieux est aggravé par la fréquente recherche de rendements à court terme, sans tenir compte de la viabilité des écosystèmes et des services qu'ils fournissent à moyen et long terme.
16. La dégradation de l'environnement a de graves répercussions sociales, notamment parce qu'elle creuse les inégalités qui portent préjudice de manière disproportionnée à la santé et aux moyens d'existence des femmes et des jeunes. La pauvreté et le manque de débouchés dans les zones rurales exposent les jeunes à la radicalisation, qui entraîne des conflits civils et aggrave l'insécurité alimentaire. Cette situation délétère contraint souvent les résidents à migrer et prive les économies locales de la créativité et du dynamisme de leurs nouvelles générations. Selon l'organisation norvégienne Internal Displacement Monitoring Centre, les conflits et les catastrophes ont provoqué le déplacement de 33,4 millions de personnes dans 145 pays et territoires en 2019¹¹.
17. Le Programme pour la résilience du monde rural peut, grâce à ses piliers, procurer aux petits exploitants, aux paysans pauvres sans terre et à leurs communautés les ressources dont ils ont besoin pour anticiper les problèmes grâce à la formulation de stratégies de résilience adaptées aux conditions locales face aux facteurs environnementaux, climatiques et sociaux de l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la faim, ainsi que de la pauvreté rurale, de l'instabilité et des migrations illégales.
18. Dans le cadre du Programme, des investissements ciblés seront affectés, essentiellement sous forme de dons, à des activités permettant de:
 - i) lutter contre les changements climatiques et les facteurs sociaux qui contribuent à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
 - ii) restaurer et gérer durablement les sols dégradés;
 - iii) freiner l'augmentation du chômage des jeunes, qui incite ces derniers à quitter les zones rurales ou à rejoindre des organisations extrémistes.

⁸ Horby P.W., Hoa N.T., Pfeiffer D.U., Wertheim H.F.L. (2014) Drivers of Emerging Zoonotic Infectious Diseases. Publié sous la direction de: Yamada A., Kahn L., Kaplan B., Monath T., Woodall J., Conti L. dans *Confronting Emerging Zoonoses*, Springer, Tokyo https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-4-431-55120-1_2

⁹ FAO, 2019. The State of the World's Biodiversity for Food and Agriculture.

¹⁰ <https://www.thegef.org/topics/land-degradation>.

¹¹ <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2020/>.

19. Les résultats seront regroupés non seulement au niveau de la gestion des résultats des programmes (appendice IV), ce qui permettra de procéder à l'agrégation de données concernant des indicateurs communs, mais aussi dans un Cadre de gestion des résultats adapté aux cibles particulières de chaque pilier. Il sera ainsi possible, entre autres, de veiller à ce que l'intégralité des financements de l'ASAP+ soit affectée à la lutte contre les changements climatiques. Les résultats de l'initiative GMV seront regroupés dans un cadre de gestion des résultats convenu avec le FVC, et l'on étudiera la possibilité de tirer parti de synergies avec les indicateurs du Programme.
20. Le Programme visera essentiellement à assurer le passage de moyens d'existence fondés sur l'extraction de ressources non durables à des activités régénératrices. Il faudra pour cela que les collectivités locales innovent et adoptent des méthodes agricoles durables satisfaisant aux critères de durabilité économique, environnementale et sociale. Les approches considérées comprennent l'agroécologie et d'autres méthodes novatrices, ainsi que des démarches basées sur la nature et les solutions technologiques et d'ingénierie qui leur sont associées, par exemple, une gestion du cheptel et des pâturages à faible impact; des pratiques de pêche artisanale durables; des moyens d'existence durables en dehors des exploitations agricoles; et des technologies vertes comme les énergies renouvelables et les systèmes de culture utilisant l'eau de manière efficace. Les jeunes seront incités à prendre part aux activités afin d'encourager des innovations en vue de la reproduction à plus grande échelle de pratiques durables tout au long des filières.
21. Les ressources du Programme seront programmées dans le contexte plus général de l'approche des programmes de pays du FIDA, de manière à ce qu'elles s'ajoutent et complètent les ressources du programme de prêts et dons sur le plan financier et non financier. Les investissements effectués dans ce cadre viseront à renforcer l'impact des projets financés par le programme de prêts et dons, directement grâce au financement conjoint de projets particuliers, ou indirectement grâce aux financements parallèles effectués à l'appui d'objectifs de développement communs.
22. Les objectifs du Programme seront atteints grâce à la promotion de projets produisant de multiples avantages dans différents domaines d'intervention et à la mise en œuvre des thématiques transversales du FIDA par l'intermédiaire: du Cadre de mise en œuvre d'approches porteuses de transformation pour les thèmes à transversaliser du FIDA (EB 2019/128/R.6); des directives opérationnelles révisées de 2019 relatives au ciblage et à la politique de ciblage du FIDA¹²; du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux¹³; du Plan d'action 2019-2025 pour l'intégration de l'enjeu nutritionnel au FIDA¹⁴; et du Plan d'action pour 2019-2025 pour l'intégration au FIDA d'approches porteuses de transformation de la problématique du genre¹⁵. Ces différents cadres et plans ont été adoptés en 2018 et en 2019 en même temps que la Stratégie et Plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025¹⁶ et le Cadre de gestion des résultats qui lui est associé¹⁷.
23. Les ressources seront directement acheminées aux acteurs non étatiques ou aux autorités publiques dans le cadre des programmes d'investissement cofinancés. Dans tous les cas, les ressources du Programme seront utilisées dans le droit fil des stratégies et des objectifs nationaux. Le Programme sera essentiellement exécuté par l'intermédiaire des gouvernements partenaires du FIDA, auquel cas, il sera associé au programme de prêts et dons du Fonds; dans certains cas, il sera mis en œuvre par l'entremise d'acteurs non étatiques et autres – organisations paysannes,

¹² https://www.ifad.org/documents/38711624/39417909/targeting_e.pdf/9de13427-0f29-4d95-bbac-4393a625206a.

¹³ <https://www.ifad.org/en/document-detail/asset/41190893>.

¹⁴ <https://webapps.ifad.org/members/eb/126/docs/french/EB-2019-126-INF-5.pdf>.

¹⁵ <https://webapps.ifad.org/members/eb/126/docs/french/EB-2019-126-INF-6.pdf>.

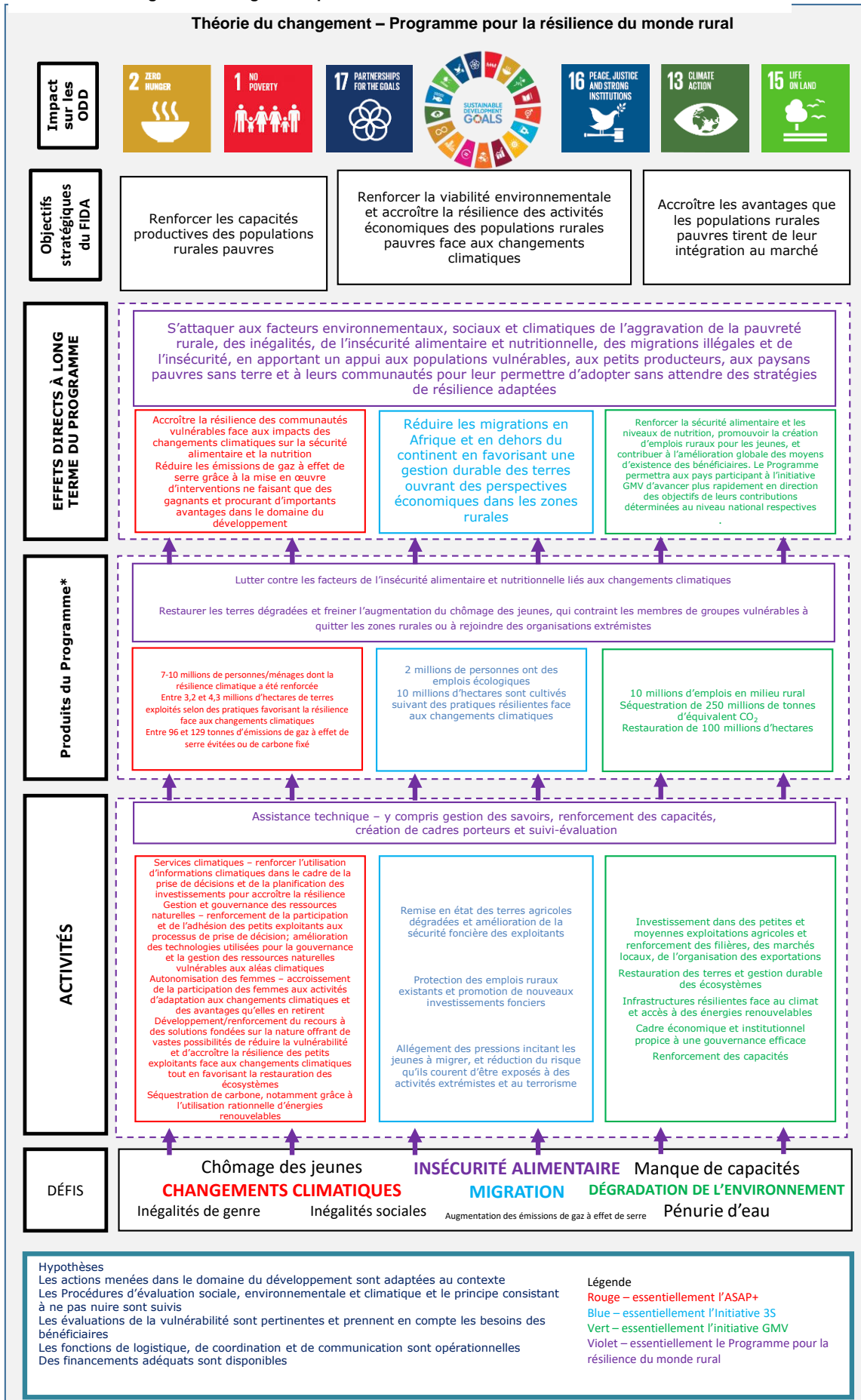
¹⁶ <https://webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/french/EB-2018-125-R-12.pdf>.

¹⁷ <https://webapps.ifad.org/members/eb/126/docs/french/EB-2019-126-R-3.pdf>.

ONG, organismes ayant leur siège à Rome et intervenants du secteur privé – s'ils peuvent ajouter de la valeur aux interventions et si les capacités de l'État sont limitées. Les pays ne bénéficiant pas d'allocations fondées sur la performance pourront aussi avoir accès aux ressources du fonds fiduciaire du Programme s'ils remplissent d'autres critères d'admissibilité. Ces deux dernières démarches reposeront sur des partenariats à long terme déjà en place, un ciblage clair et des mécanismes d'exécution éprouvés.

24. Les activités, produits et effets directs prévus sont décrits plus en détail dans le graphique 1.

Figure 1
Théorie du changement – Programme pour la résilience du monde rural



III. Allocation des ressources

25. L'allocation des ressources du Programme sera fonction des besoins, de la demande et du respect des critères d'admissibilité. Toutes les propositions du Programme seront harmonisées avec les programmes d'options stratégiques pour le pays et avec les notes de stratégie de pays de manière à assurer la cohérence des programmes au niveau des pays. Les allocations seront effectuées compte tenu de la complémentarité des ressources avec celles du programme de prêts et dons du FIDA, de la nécessité d'assurer la viabilité financière du Programme et d'utiliser au mieux les ressources mobilisées. Ainsi que convenu par le Conseil d'administration à sa cent trentième session¹⁸, "l'ASAP+ se concentrera principalement sur les pays à faible revenu, en particulier les pays surendettés qui dépendent le plus de l'agriculture et qui rencontrent les plus grandes difficultés en ce qui concerne l'insécurité alimentaire, la pauvreté rurale, la fragilité, la capacité institutionnelle et l'exposition aux changements climatiques", et "des dispositions seront prises en faveur des petits États insulaires en développement (PEID) et d'autres pays qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et exposés à des situations de fragilité, et dans lesquels des poches d'insécurité alimentaire persistent. La priorité sera également accordée, dans le cadre de l'ASAP+, aux opérations où il est clairement possible d'accroître la résilience et la capacité institutionnelle."
26. Une carte initiale des pays et des régions pouvant être couverts par le pilier ASAP+ est actuellement établie au moyen des données publiées dans le but d'appuyer l'allocation des ressources. Un projet pourra être considéré comme admissible si la région dans laquelle il doit se dérouler se caractérise par: i) une forte vulnérabilité aux conditions climatiques et/ou exposition à des chocs climatiques¹⁹; ii) une insécurité alimentaire et nutritionnelle grandissante²⁰; iii) une incidence de la pauvreté rurale; iv) de fortes inégalités²¹. Il sera possible d'établir l'ordre des priorités des investissements en fonction des paramètres suivants: i) les groupes de revenu, des pays à faible revenu aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure puis aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure²²; ii) l'appartenance à la catégorie des PEID ou à celle des pays enclavés; iii) une situation de fragilité²³; iv) la présence de femmes, de jeunes, de communautés autochtones et traditionnelles; v) la poursuite d'interventions transversales procurant de multiples avantages dans les domaines de l'adaptation, de l'atténuation, de la nutrition et de l'inclusion sociale.
27. Les États membres du FIDA couverts par l'Initiative 3S sont les seuls pays admissibles à bénéficier de financements au titre de cette dernière²⁴. Les critères utilisés pour établir l'ordre de priorité sont: le chômage des jeunes; la possibilité d'un important exode rural; et le degré de dégradation des terres. Il sera toutefois possible de considérer d'autres critères, notamment la possibilité de mobiliser la collaboration du secteur privé.
28. Les propositions seront alignées sur les stratégies de pays du FIDA, qui devront elles-mêmes refléter les priorités formulées dans les documents de politique nationale, en particulier les contributions déterminées au niveau national, les objectifs nationaux de biodiversité et les objectifs nationaux de neutralité en matière de dégradation des terres en vertu de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification pour le pilier 3S. Par ailleurs, dans le cas de ce dernier pilier, le FIDA coordonnera son action avec les pays, pour tout financement

¹⁸ EB 2020/130/R.13/Add.1.

¹⁹ Notre Dame Global Adaptation Initiative et/ou indice mondial du risque climatique.

²⁰ État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.

²¹ Coefficient de Gini.

²² Ainsi que définis dans les Groupes de pays et de prêts de la Banque mondiale.

²³ Ainsi que définie dans la publication de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) "États de fragilité".

²⁴ <https://3s-initiative.org/en/the-members/>.

envisagé, dans le but d'aligner les COSOP et les notes de stratégie de pays sur les cadres nationaux de coordination de l'initiative 3S, les feuilles de route nationales ou les projets de vérification de conception qui ont été élaborés par les pays membres participant à l'initiative.

29. Afin d'assurer l'exercice d'une diligence raisonnable et d'optimiser l'alignement et la cohérence avec les programmes de pays, toutes les ressources du fonds fiduciaire du Programme seront utilisées conformément aux principes actuellement suivis durant le cycle des projets du FIDA: les procédures (notamment de ciblage et de sauvegarde), les systèmes d'évaluation du risque financier, l'exercice du devoir de diligence dans le domaine fiduciaire et de l'intégrité et les mécanismes d'assurance qualité seront tous appliqués. Les thèmes transversaux seront également pris en compte. Les projets soumis au FVC à l'appui du pilier GMV suivront, de surcroît, les procédures de ce Fonds et devront être approuvés par ses coordonnateurs nationaux. Les propositions relatives au Programme pourront utiliser des ressources provenant des trois piliers, si nécessaire. Il sera possible d'envisager des propositions de portée régionale si les questions transfrontalières revêtent une importance particulière ou s'il est plus efficace de mener des projets couvrant plusieurs pays, comme dans le cas des PEID. Les propositions seront établies et supervisées pendant l'exécution par l'intermédiaire des divisions régionales du FIDA, avec l'appui du personnel technique de la Division production durable, marchés et institutions, de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale, et de parties prenantes nationales. Leur ordre de priorité sera déterminé par la Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs et par le Vice-Président adjoint responsable du Département gestion des programmes. Un avis de non-objection du coordonnateur national de l'Initiative 3S sera requis pour les projets réalisés dans le cadre de cette dernière.
30. Les projets seront établis par les équipes de pays du FIDA en collaboration avec leurs partenaires nationaux et seront identifiés dans le cadre des stratégies de pays. Pour assurer l'efficacité administrative et garantir l'accès aux ressources, le montant minimum des projets a été fixé à 2 millions d'USD et le montant maximum de l'allocation au pays de ressources du fonds fiduciaire à 50 millions d'USD, mais ces limites pourront être ajustées en fonction du volume de ressources mobilisées.
31. Un nombre limité de projets devraient être directement mis en œuvre par la société civile ou des organisations paysannes, mais la plupart seront probablement exécutés par de plus grandes institutions régionales ayant une forte présence sur le terrain. Une liste préalablement approuvée d'organismes d'exécution agréés sera établie par le FIDA, de manière à mobiliser rapidement les organismes dans le droit fil des efforts d'accroissement de la souplesse du Programme. Cette manière de procéder permettra en particulier de prévenir les pertes dues à de soudains événements/chocs climatiques. La liste serait établie sur la base d'une série de critères financiers et techniques conformes aux objectifs du Programme et aux normes du FIDA. Dans le cas des rares projets autonomes, le ciblage des bénéficiaires sera également effectué conformément aux directives opérationnelles en matière de ciblage du FIDA, et privilégiera systématiquement les plus vulnérables et ceux qui sont les plus susceptibles d'être laissés pour compte.

Réserve pour l'assistance technique

32. Jusqu'à 10% des ressources du fonds fiduciaire du Programme seront réservés à l'assistance technique dans le but de renforcer les capacités pour promouvoir la durabilité, l'élaboration des politiques et la qualité du portefeuille; les efforts menés appuieront la qualité du portefeuille et l'amélioration des résultats ainsi que les activités de mise en œuvre de partenaires d'exécution non souverains comme les organisations paysannes et les ONG. Le budget sera ajusté en fonction des besoins recensés et inscrits dans un plan de travail à horizon mobile sur deux ans qui sera examiné avec le Comité consultatif. Son exécution sera coordonnée par l'unité de

coordination interdivisions du Programme (décrite ci-après). Le FIDA veillera à ce que ces ressources complètent, mais ne remplacent pas, les ressources normalement utilisées pour la conception et la supervision ni celles de son programme ordinaire de dons.

33. Elles serviront de complément aux ressources dont dispose actuellement le Fonds pour la conception et la supervision et pourront couvrir notamment: les coûts supplémentaires liés à la conception des projets; la tenue de consultations approfondies avec les parties prenantes; les activités de préparation au niveau des pays comme les études diagnostiques et les évaluations des risques; les évaluations de l'impact; la réalisation d'analyses économiques ciblées; l'organisation d'ateliers d'apprentissage Sud-Sud; et le renforcement de l'élaboration des politiques au niveau des pays dans lesquels des ressources du Programme doivent être utilisées. Il sera également fait appel à une assistance technique pour soutenir les activités menées au niveau du Programme pour la gestion des savoirs et des résultats, les travaux de recherche auxiliaires, la réalisation d'un suivi au niveau du portefeuille au moyen de systèmes d'information géographique, l'établissement de documents techniques et des examens du portefeuille, la fourniture d'un appui technique aux unités de gestion des projets et la poursuite d'activités de communication de vaste portée.
34. Un certain nombre de ces activités ont été suggérées à la suite de l'examen à mi-parcours de l'ASAP qui vient d'être achevé. L'évaluation de l'adaptation par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, qui sera terminée en 2021, pourrait de surcroît indiquer d'autres domaines pouvant donner lieu à un renforcement de l'approche du FIDA grâce à l'assistance technique.
35. L'expérience acquise dans le cadre de l'ASAP2 témoigne aussi de l'importance que revêt l'assistance technique pour une meilleure intégration de la question des changements climatiques. Par exemple, l'ASAP2 a, jusqu'à présent, soutenu la préparation de projets aux fins de la mobilisation de ressources; une participation plus importante à la concertation sur les politiques; la mise à l'essai de modèles de financement novateurs pour faire face aux changements climatiques; la conception et l'utilisation, dans le cadre d'opérations pilotes, d'indices de résilience et de fiches d'évaluation propres aux différents projets de manière à aider les partenaires de ces derniers à comprendre et à suivre les progrès en matière de renforcement de la résilience; et la conception et la mise en place d'outils et de méthodes, notamment pour assurer le suivi des financements climatiques, procéder à des analyses économiques et soutenir la prise de décision en matière d'adaptation. La situation évoluant rapidement dans ce domaine, il demeure nécessaire d'apporter des solutions techniques pour aider la programmation relative aux changements climatiques et de former les équipes de projet pour qu'elles puissent les utiliser.

IV. Mobilisation des ressources

36. Le FIDA mènera les efforts de mobilisation de ressources pour l'ASAP+. Il travaillera en coordination avec le secrétariat par intérim de l'Initiative 3S²⁵ et les dirigeants de pays, et les aidera à mobiliser des financements en faveur de cette initiative. Le FIDA et d'autres entités accréditées soumettront des propositions de financement du pilier GMV au Conseil du FVC pour approbation.
37. Les efforts de mobilisation de ressources au titre de l'ASAP+, qui ne seront pas limités à des sources de financement particulières, viseront à accroître les flux de financements climatiques mondiaux destinés aux petits exploitants et à leurs communautés. Ces derniers sont des groupes de bénéficiaires sous-desservis puisque 1,7% environ des plus de 500 milliards d'USD de financements climatiques

²⁵ Le secrétariat de l'initiative 3S est établi à titre provisoire au secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et est financé par des bailleurs de fonds partenaires.

mondiaux annuels sont actuellement axés sur l'agriculture paysanne. Le pilier 3S concentrera aussi ses efforts sur l'obtention et l'utilisation productive de financements ayant pour objet de créer des possibilités d'emploi afin de lutter contre les causes profondes des migrations, de l'insécurité et de l'extrémisme dans les populations rurales pauvres d'Afrique. Le fonds fiduciaire du Programme pourra également servir à mobiliser des cofinancements d'entités autres que le FVC à l'appui de la Grande Muraille verte.

38. Quelle que soit la source des fonds, l'ASAP+ ne financera que des projets axés sur les changements climatiques. La différenciation du ciblage des efforts de mobilisation des ressources visera également à réduire la concurrence que peuvent se faire les piliers pour attirer des financements. Le FIDA encourage l'apport de contributions financières au Programme dans son ensemble pour soutenir les activités menées dans ce cadre. Les contributions des bailleurs de fonds peuvent être affectées spécialement à l'un de ses piliers. Il n'est pas possible de procéder à des affectations spéciales à un niveau plus spécifique en raison de la structure financière du fonds fiduciaire. La direction du FIDA pourrait examiner la possibilité de prendre en compte les priorités thématiques ou géographiques des sources de financement qui contribuent au fonds fiduciaire du Programme.

V. Gouvernance

39. Le pouvoir de décision relatif aux différents projets du Programme continuera de relever du Conseil d'administration du FIDA et/ou des compétences du Président. Cette manière de procéder assurera la cohérence et la transparence de toutes les propositions et décisions de financement, sur la base des procédures établies par le FIDA. Les décisions concernant l'approbation de toute proposition de financement du FVC sont assujetties au processus d'examen et d'approbation de ce Fonds.
40. La direction du FIDA sera chargée de superviser le Programme et d'administrer le fonds fiduciaire conformément aux procédures établies pour les fonds supplémentaires. Dans ce contexte, la responsabilité des décisions concernant l'établissement de critères et de mécanismes d'allocation des ressources, l'ordre de priorité des propositions et la supervision des activités et du plan de travail de l'unité de coordination interdivisions du Programme incombera conjointement à la Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs et au Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes.

A. Comité consultatif du Programme

41. Un comité consultatif sera constitué, qui sera chargé de fournir au FIDA des directives sur l'orientation stratégique de la mise en œuvre du Programme. Le comité fournira à la direction du FIDA des directives portant sur les produits du savoir, les politiques et les communications générales qui concernent les trois piliers.
42. Il pourra comprendre des donateurs contribuant au fonds fiduciaire au-delà d'un certain seuil et, en contrepartie, un certain nombre de membres de pays clients, d'organisations paysannes et de groupes de peuples autochtones, ainsi qu'un observateur de l'AUDA-NEPAD et d'autres parties prenantes, en tant que de besoin.
43. La composition proposée pour le comité assurera une large participation des bailleurs de fonds et de la société civile, dans le droit fil du Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes établi par le FIDA pour renforcer la transparence.
44. Le comité consultatif assumera les responsabilités suivantes:
- choisir, chaque année, un président parmi les membres du comité;
 - convenir des programmes annuels;

- fournir des orientations stratégiques et des directives pour la mise en œuvre du Programme, notamment en donnant des conseils sur les priorités de l'unité de coordination;
 - présenter des directives concernant les possibilités de communication et d'échange de savoirs, et participer à ces activités si cela est approprié;
 - présenter des recommandations au FIDA sur les études thématiques et les rapports, les examens et les évaluations, de manière à orienter la gestion du Programme et à évaluer les avancées réalisées;
 - fournir des conseils sur le plan de travail financé par le montant mis en réserve au titre de l'assistance technique;
 - offrir un cadre permettant de poursuivre un dialogue renforcé avec les observateurs des organisations paysannes et des peuples autochtones sur la mise en œuvre du Programme.
45. Par ailleurs, indépendamment des activités du comité consultatif et dans le but de resserrer le partenariat pour l'Initiative 3S, une réunion, à laquelle participeront des représentants de deux pays couverts par l'initiative 3S, le comité consultatif et la haute direction du FIDA, sera organisée sur une base annuelle pour renforcer la collaboration et la coordination.

B. Unité de coordination interdivisions du Programme

46. La gestion au quotidien du Programme sera assurée par une unité de coordination interdivisions composée de spécialistes provenant de différentes divisions du FIDA afin d'optimiser les synergies et l'efficacité. L'unité sera chargée du suivi de la réserve de projets et du portefeuille, de la communication des résultats, de la fourniture d'un appui technique à la conception et à l'exécution du Programme et de toutes les autres tâches courantes nécessaires à la coordination et à la gestion de ce dernier.
47. Cette unité, qui sera financée au moyen de la commission de gestion perçue sur les contributions au Programme, ne sera pas subventionnée par les ressources de base du FIDA, mais sera intégrée dans les divisions existantes de manière à tirer parti de leurs compétences spécialisées et de leurs systèmes. De même, les intrants relatifs à la gestion par l'unité de tous les projets financés par le FVC seront financés au moyen des ressources du FVC, et ne serviront à subventionner ni les travaux au titre du pilier ASAP+, ni l'Initiative 3S ni les ressources de base du FIDA.
48. Cette manière de procéder a deux raisons d'être: elle garantit que le programme tire parti des capacités institutionnelles et techniques du FIDA; et elle assure un soutien adéquat à la coordination et à la gestion grâce au recrutement d'effectifs supplémentaires et de consultants pour gérer l'exécution du programme. Bien que les dispositions précises concernant l'unité de coordination n'aient pas encore été arrêtées, il ressort d'une évaluation préliminaire, également basée sur l'expérience acquise dans le cadre de l'ASAP1, que l'unité devra disposer à la fois d'effectifs techniques et de responsables fiduciaires, à plein temps ou à temps partiel. Le plan de dotation en effectifs de l'unité de coordination sera établi par la direction du FIDA et dépendra des contributions reçues au titre du Programme.

VI. Suivi des résultats et établissement de rapports

49. On trouvera à l'appendice IV un Cadre de gestion provisoire des résultats du Programme. Les cibles sont établies dans l'hypothèse que les buts en matière de mobilisation des ressources ont été atteints comme prévu. Elles seront ajustées en conséquence, si ce n'est pas le cas.
50. Tous les projets relevant du Programme comprendront des cadres logiques, à l'instar de toutes les opérations financées par le FIDA. Ces cadres incluront des indicateurs permettant de suivre les progrès des opérations et l'avancement général

de toutes les interventions. Ils seront alignés sur le Cadre de gestion des résultats général au niveau du Programme, et le compléteront, pour le pilier au titre duquel les projets sont financés. Conformément aux pratiques de l'institution, ces cadres logiques peuvent comprendre à la fois des indicateurs de base du FIDA (y compris ceux qui sont inclus dans le Cadre de gestion des résultats de l'institution) et des indicateurs propres aux projets.

51. Les résultats seront suivis au moyen des systèmes de suivi-évaluation établis au niveau des projets durant la phase d'exécution. Les données correspondantes recueillies seront regroupées dans le Système de gestion des résultats opérationnels. Des mécanismes distincts des systèmes de suivi-évaluation établis au niveau des projets seront mis en place pour compléter ces derniers, de même que des jalons, qui seront utilisés dans le cadre du suivi et de l'établissement des rapports. Il s'agira notamment d'enquêtes de référence menées lors du lancement du projet, de missions de supervision et d'appui à l'exécution effectuées une ou deux fois par an par le FIDA, d'examens ponctuels à mi-parcours, de missions et de rapports d'achèvement de projet, et d'évaluations de l'impact, réalisés à la clôture du projet. Ces différents examens seront régis par les directives du FIDA pour l'exécution des projets.
52. Des directives et des formations particulières seront fournies, dans le cadre du Programme, aux équipes des projets, et une assurance qualité sera réalisée grâce à l'appui spécialement assuré à cette fin par l'unité de coordination. Étant donné le caractère pluridimensionnel des réalisations que le Programme vise à soutenir dans le domaine du développement, les données sur les bénéficiaires seront ventilées par sexe et, si nécessaire, présentées de manière distincte pour les jeunes et pour les populations autochtones.
53. Un certain nombre d'innovations seront adoptées dans le but de soutenir le suivi des projets. L'unité de coordination interdivisions mènera une opération pilote portant sur les résultats des systèmes d'information géographique, qui développera les capacités de recensement d'emplacements géographiques se prêtant au suivi des résultats sur le terrain, dans le cadre d'interventions présentant une dimension géospatiale (comme les terres faisant l'objet de pratiques de gestion résilientes face au climat et les infrastructures rurales résistantes aux aléas climatiques). Il est nécessaire de connaître l'emplacement précis des activités d'un projet pour pouvoir utiliser des images satellite et d'autres séries de données géospatiales à l'appui de l'analyse.
54. Une fiche d'évaluation de la résilience, mise à l'essai par le FIDA avec l'appui de l'ASAP2, permettra de formuler et de suivre des indices de résilience propres aux projets. Ce processus pourra aider grandement les partenaires de ces projets à juger de la résilience des collectivités et des producteurs, à la renforcer, et à mieux comprendre les effets directs des projets.
55. Dans le cas de l'ASAP+, les évaluations de l'impact serviront de base au suivi d'indicateurs d'objectif intitulés: i) nombre de personnes/ménages dont la résilience face aux changements climatiques a augmenté; et ii) nombre de personnes/ménages dont la sécurité alimentaire et la nutrition se sont améliorées.
56. Toutes les informations relatives aux projets du Programme seront donc systématiquement intégrées dans le Système de gestion des résultats opérationnels. Les rapports de situation du Programme seront établis suivant les processus de communication de l'information agréés par le FIDA. Les progrès accomplis dans le cadre de l'ASAP+ seront également présentés dans le rapport annuel sur l'action climatique du FIDA en tant que fonds axé sur les changements climatiques. Des rapports techniques spécialisés, tels que ceux commencés en 2020 pour l'ASAP1 (sur la sécurité alimentaire, les solutions fondées sur la nature et l'égalité femmes-hommes) fourniront des informations complémentaires.

57. Les interventions climatiques sont, par défaut, conçues de manière à surmonter les défis posés par des conditions incertaines et changeantes. Le Programme suit donc une approche de gestion adaptative, qui est essentielle au succès des différents piliers. Un suivi-évaluation rigoureux, l'apprentissage des parties prenantes et la réalisation d'une analyse prospective permettront au Programme d'innover et de reformuler les stratégies si nécessaire. Les examens à mi-parcours des projets seront une occasion essentielle de faire le bilan des interventions et des cibles des projets, et de réévaluer ces dernières, grâce à des mécanismes adaptés permettant de procéder aux corrections de trajectoire en tant que de besoin. La gestion adaptative garantira que les interventions menées dans le cadre du Programme favoriseront l'adoption des meilleures pratiques et produiront des résultats, et que le processus de décision sera fondé sur les meilleures informations disponibles dans ce domaine en rapide évolution.

Enhanced Programme for Adaptation to Smallholder Programme (ASAP+)

1. The first pillar of the 2RP is ASAP+. This Programme has been in development for some time, and looks to use the successes and lessons learnt from the first two phases of ASAP as a springboard to achieve deeper and better impacts. ASAP+ is envisioned to be the largest fund dedicated to channelling climate finance to small-scale producers to help them combat the climate change and social drivers of food insecurity.
2. **ASAP+ will increase the climate resilience of 10 million vulnerable people**, particularly women and youth, enabling an increase in food and nutrition security. ASAP+ has a resource mobilization target of **US \$500 million** and provide an alternative and additional means to deliver climate financing to countries in debt distress. Results targets will be adjusted to resources mobilized.

A. Rationale

3. Climate change is a key factor eroding gains made in ending food insecurity and poverty. In 2018, 820 million people were food insecure, an increase from 785 million in 2015 and similar to levels in 2010, suggesting little progress in the last decade. The increase of floods and droughts is also increasingly leading to forced migration as young people leave rural areas in search of better livelihoods, further draining the labour base to sustain food production.
4. Rates of hunger and poverty are highest among society's most vulnerable segments, such as: rural women, who typically have less access than men to resources and essential services; youth, who face constraints including a lack of skills, little access to resources and scant connections to markets; and indigenous peoples, who encompass up to 22 per cent of global land area, which crucially houses 80 per cent of the world's biological diversity. These vulnerable segments of society are most affected by climate change. The World Bank estimates that by 2030, climate change will push more than 100 million people into extreme poverty, with half of this increase due to damage to agriculture.²⁶
5. Global climate finance is rising but still falls drastically short of what is needed. Very little climate finance makes its way to rural poor populations. Of the over half a trillion dollars that flows in global climate finance, only 1.6 per cent, or approximately 10 billion, is targeted at small-scale agricultural producers. This is unacceptably low, and a major barrier to sustainable development. There is significant finance available, evidenced by the 579 billion in global flows, and the increases seen each year. IFAD's niche means it is one of the few funds that can successfully access and target this finance to rural small-scale producers who are most likely to be left behind by development gains and are in the last mile of development interventions.
6. IFAD is well placed to consolidate and channel climate financing to those currently underserved because of its presence and partnerships in these regions and its growing expertise in this area. ASAP+ will build on lessons learned from ASAP1 to deliver adaptation and mitigation results through a number of innovations in scope, agility, inclusiveness, and best practices. In particular, ASAP+ will work primarily through grants with a focus on pockets of growing food insecurity in lower income countries. A more diverse donor base will be paralleled with the option to implement activities directly through non-sovereign entities, including in countries without PBAS allocations but where support is urgently needed. Moreover, empowerment and inclusion of the most vulnerable will be a priority of all projects through the integration of IFAD's social inclusion priorities.

²⁶ S. Hallegatte, M. Bangalore, L. Bonzanigo, M. Fay, T. Kane, U. Narloch, J. Rozenberg, D. Treguer and A. Vogt-Schilb, *Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Extreme poverty* (Washington, D.C.: World Bank, 2016).

7. With the growing scale and severity of the problems from climate change, it is essential that climate finance is increased and rebalanced so that it is channelled towards building resilience capacities of the most vulnerable populations in the most affected areas. This is consistent with IFAD's mainstreaming priorities, which in addition to climate change and environment; include gender, youth and nutrition.
8. The agriculture and land-use sectors are gaining increased recognition in the climate change process, underlined by the adoption of the Koronivia Joint Work on Agriculture decision in 2017, as the sector is not only the second largest source of greenhouse gas emissions after the energy sector but also one of the most vulnerable to the impacts of climate change. The call to action is growing louder, and an increased emphasis on agriculture and land-use change is expected in the second generation of countries' Nationally Determined Contributions (NDCs).
9. This call to action is the motivation for IFAD to remodel the Adaptation for Smallholders Programme (ASAP) as ASAP+. Launched in 2012, ASAP remains the only programme dedicated to addressing the climate change challenges faced by small-scale producers. Through ASAP1, IFAD developed a significant body of expertise and know-how in an area largely underserved by other multi-donor funds or through global climate finance flows in general. Moreover, IFAD already has a field presence in these areas underserved by climate finance and therefore is in a position to consolidate financing towards these vulnerable communities.
10. Building on this experience, ASAP+ aims to provide an additional channel needed to step-up action for achieving global objectives and national priorities by directing much-needed climate finance to the populations largely currently underserved by climate financing. It proposes assisting partners in implementing the adaptation and mitigation commitments of their NDCs while building resilience and increasing impact on poverty, food insecurity and fragility. This focus on vulnerability cannot be addressed without focussed attention to those who are disproportionately affected, including women, youth and indigenous peoples.

B. ASAP+ Objectives

11. ASAP+ is proposed to provide primarily grant based financing to address the climate change and social drivers of increasing food insecurity, including nutrition, and address the impacts of climate change on the stability of food availability, access, and utilization which must be addressed together to achieve food and nutrition security.
12. **ASAP+ will address the underlying climate change and social drivers of food insecurity through two outcomes:** i) increasing the resilience of vulnerable communities – focusing on rural women, youth, indigenous peoples and other marginalized groups - to the impacts of climate change on food security and nutrition; and ii) reducing greenhouse gases through win-win interventions that also yield significant development benefits, particularly for poor and marginalized groups. Given the vulnerability level of targeted populations, the starting point for ASAP+ mitigation activities will be to identify measures that reduce food insecurity and provide opportunities throughout agricultural value chains.
13. Achieving **outcome 1 to increase resilience of vulnerable communities**, farmers, fishers and pastoralists – including women, youth, indigenous people and other marginalized groups - to the impacts of climate change on food security and nutrition will be accomplished through measures addressing all the four pillars of food security, namely availability, access, nutrition and stability. The tables below list the types of activities that will be promoted and fostered. All these activities contribute to increase smallholder farmers' adaptation to climate change, enhancing their resilience.

Table X: Activities related to availability (++ means significantly contributing to a specific dimension of food security, + means contributing to a specific dimension of food security)

Activities	Availability	Accessibility	Nutrition	Stability
Activities related to Availability				
Restoration and conservation of natural resources	++			++
Agriculture and livestock integration	++			
Agroforestry	++		+	
Conservation agriculture and permanent soil cover	++			
Improved seeds	++		+	
Pest and disease management	++			+
Sustainable access to water for production	++			+
Rational use of water resources for horticulture	++		+	+
Intensive rice growing techniques (SRO) and tidal irrigation	++			
Improved animal health	++			
Protecting livestock routes	++	+	+	++
Watershed management	++			+
Farming models and systems adapted to climate change	++	+	+	+
Restoring ecosystems and enhancing ecosystem services for food and nutrition security	++	++	++	++
Sustainable management of natural resources for fisheries and aquaculture (mangrove, wetlands, seagrass beds)	+	+	+	+

14. The activities in table X related to the availability dimension, enables farmers to adapt to climate change in particular through:

- (a) Systems creating a cooler micro-climate at the plot level
- (b) Run-off control at the landscape level
- (c) Increased access to water for production
- (d) Increased soil quality enhancing water retention
- (e) Crop diversification to cope with climate change
- (f) An increased focus on practices linked to agro-ecology, agro-biodiversity and nature based solutions
- (g) The protection and restoration of essential natural resources related to fisheries and aquaculture

Table X: Activities related to access, nutrition and stability

Activities	Availability	Accessibility	Nutrition	Stability
Activities related income generation				
Market oriented diversification		++		
Green value chains and job creation		++	+	+
Contract farming		++		++
Activities related to nutrition				
Promotion of local varieties			+	++
Capacity building on nutrition			++	++
Food safety and healthier environment		+	++	+
Gender targeting		+	++	+
Activities related to stability				
Reducing postharvest losses during storage	+		+	++
Climate resilient infrastructure	+	+		++
Fostering community groups for sustainable management of natural resources	+			++
Climate information services	++			++

15. Activities in table X contribute to a greater adaptation of smallholder farmers and rural people to climate change in particular through:

- (a) The marketing of a diversified range of products coming from more resilient farming systems
- (b) Income generation through the setting up of business services promoting a greener agriculture, with micro-insurance being one of the most important
- (c) The introduction to farming systems of crops that are useful for both adaptation to climate change and enhanced nutrition
- (d) The building of the capacity of rural poor women on the nexus between climate change and nutrition
- (e) The activities under the stability dimension that contribute directly to more climate resilient farming systems and value chains through the provision of climate smart infrastructure and the protection of key climate sensitive natural resources such as pasture and forests
- (f) The expansion of climate information services and digital solutions is a key activity ASAP+ will invest in - it enables farmers to make the best choices on planting dates and irrigation frequency, thus leading to more stable yields

16. Achieving **outcome 2** of reducing greenhouse gases through win-win interventions that also yield significant food-security benefits, particularly for vulnerable groups will be achieved by measures such as:

- (i) Availability: A number of carbon-sequestration techniques also enhance production such as:

- (a) Rehabilitating degraded soils, on cropland and pastoral land, is also a way to increase the level of biomass at the landscape level, through the inclusion of fertilizer trees in rain fed fields, or the restoration of pasture thanks to soil de-crusting and water harvesting techniques. This leads to the sequestration of carbon in trees and grass. In the Sahel and the Horn of Africa soil restoration has proven to be one of the most powerful means to improve food security, enabling rural poor to have productive use of the restored land and reducing migrations trends, especially for young people.
 - (b) Reducing emissions from agriculture through agroforestry, silvo-pastoralism and the wise management of fertilizers, and intermittent irrigation to reduce emissions of methane from rice fields, which at the same time promote higher yields. Specific extension systems are set up to promote these techniques and can involve young farmers in particular. Agroforestry systems are also a means to improve the diets and the nutrition status of rural families, providing vitamin rich products.
 - (c) Promoting reforestation and afforestation, in particular at the watershed level to protect cropland from run off and landslides and protects the water source for multiple use, and increasing at the same time the storage of carbon at the landscape level. The use of these commons also increases income opportunities for vulnerable groups, for example through the marketing of non-timber products to increase women's income, often also providing nutrition benefits.
- (ii) Access and utilisation: Introducing clean energy to drive transport, distribution, food safety, clean water and a stable access to nutritious food during climate and other shocks by, for example:
- (a) Meeting energy demands to support livelihood activities along the value chain through clean energy sources such as renewable energy and bioenergy, targeting youth for training and employment creations. This include the promotion of solar pumping, green infrastructure for post-harvest and storage activities using renewable energy;
 - (b) Optimizing energy consumption through the adoption of new building codes to reduce energy costs and drive up income;
 - (c) Increasing food availability and nutrition by ensuring adequate storage facilities and introducing food processing to reduce food loss and therefore GHG emissions; and
 - (d) Policy engagement to raise awareness by policy makers of demand side management, and the impacts of unsustainable agricultural practices on climate change.
17. IFAD will continue to finance and implement climate change interventions through its Programme of Loans and Grants, ensuring that it will meet its core climate finance targets, but it is clear that this approach alone is insufficient to meet the scale of the challenge. Thus, ASAP+ aims at channelling additional finance to expand climate finance in addition to that committed through the PoLG. An internal assessment of climate finance allocated in projects approved in 2019 show that climate change investments are being picked up through country loans, owing to benefits demonstrated through ASAP1 financed grants. This illustrates that providing grants to demonstrate the positive returns on climate change measures is a channel for scaling up ambition (See Box 1).

Box 1 - Scaling up climate change measures and meeting the finance gap

Mali – Mitigation: Mali used ASAP financing to pilot bio-digesters in a project in 2014. It was considered such a resounding success that in a new project, MERIT, the activity was replicated using 73 per cent loan financing. Moreover, the project has influenced the national policy on renewable energy technologies. This is a small step in the right direction. Mali has identified the need for US\$34.7 billion to implement its ambitions in renewable energy through its Nationally Determined Contribution (NDC).

Mali – Adaptation: Mali also used an ASAP grant in 2014 to trial the development and implementation of community adaptation plans. A new project in 2019 replicates these activities, funding almost 75 per cent of the endeavour through an IFAD loan. The adaptation finance in this new project amounts to US\$5.4 million, which is extremely small when compared to the Nationally Determined Contributions (NDCs) of Mali which identifies a need of US\$12.6 billion for climate adaptation.

Mozambique – Adaptation: Climate change may cause Mozambique's GDP – of which agriculture, forestry and fishing make up 24.5 per cent - to decrease between 4-14 per cent. In 2013, Mozambique used ASAP financing to trial the sustainable intensification of cassava value chains. In 2019, a new project includes these same activities, but saw a move to partial loan funding of these activities. In its Technology Action Plan for adaptation in Agriculture, Mozambique highlights the need for almost US\$150 million in three areas alone: rainwater harvesting, seed production and conservation agriculture. When considering as a whole, there is a serious need for additional climate finance.

Bolivia – Adaptation: In Bolivia, ASAP grant financed climate resilient infrastructure and water management activities. Seeing its benefits, in 2020, a new project is looking to finance these same activities elsewhere through loan financing. This is not nearly enough though, as Bolivian agriculture depends on climatic variability and agroecosystems are rapidly degrading.

18. While the focus of ASAP+ will be on countries where IFAD has an active portfolio and resources allocated through the Performance Based Allocations Systems (PBAS), ASAP+ could potentially undertake activities in some countries without allocations through the PBAS or without ongoing projects, but where vulnerability to climate change and food insecurity is high and support from IFAD would greatly contribute to preventing further crises. This would be most appropriate in cases of fragility where IFAD investment is envisioned in the future, or small-island developing states. In these cases, resources will be directed to projects that synergise with, and complement other activities being carried out by both the public and private sector. In these contexts, and in order to build sustainability of such projects, particular attention must be given to building local and community level capacities.
19. Projects financed by ASAP+ must include a detailed analysis of historical trends and future climate change projections, vulnerability analysis, identification of associated impacts and a rationale for the selected adaptation strategies. For mitigation activities, projects must quantify the expected reductions in greenhouse gas emissions using credible methodologies. The theory of change and core objectives must introduce climate change as a central driver of food insecurity. Criteria for project selection will include: (i) clear relationship in theory of change between climate change and food security; (ii) explicit assessment of historical trends and future climate projections, impacts and rationale for adaptation strategy; (iii) clear results logic and impact projections, such as number of households to be made resilient, greenhouse gas reductions achieved; (iv) clear rationale based on the additionality (financial and non-financial) of the ASAP funding; (v) clear demonstration of ownership by the recipients; (vi) the degree of leverage, and co-financing ratio; (vii) degree to which mainstreaming themes have been covered; and, (viii) sustainability and exit strategy.

C. ASAP+ Innovations

20. ASAP+ will draw on the lessons of ASAP, and will increase its ambition in a number of ways. The innovations are introduced through its scope, agility and inclusiveness, enhanced monitoring and best practices.
21. As compared to ASAP, **the scope of ASAP+** will be refined through:

- (a) A focus primarily in Lower Income Countries (LICs), particularly those that depend the most on agriculture and also face the greatest challenges in terms of food insecurity, rural poverty, fragility, institutional capacity and exposure to climate change;
 - (b) Provisions for Small Island Development States (SIDS), including through regional programmes, and other countries that are particularly vulnerable to climate change and where pockets in food insecurity persist, such as along the Central American dry corridor; A greater emphasis on mitigation, with an explicit outcome focussed on win-win solutions that reduce greenhouse gases and generate significant development benefits;
 - (c) Increasing focus on building and strengthening technical and institutional capacities and creating a favourable political environment for systemic change. Issues like human capacity development and policy advice will be emphasized as part of sustainability and exit strategies;
 - (d) Mainstreaming the social inclusion themes (gender, youth and nutrition) by implementing climate change strategies with specific and concrete benefits for women and youth and increasing the stable availability of a diversity of food in local food systems;
 - (e) The option to work in fragile countries without PBAS allocations and where climate change is exacerbating particularly vulnerable populations;
 - (f) Project financing primarily through grants, with the option for climate change loans available, including in LMICs.
22. In addition, ASAP+ will be designed to be more **agile and inclusive** to respond to quickly evolving climate change conditions and financing opportunities. This agility will be brought about by:
- (a) Implementing some activities through a broader range of project partners, including directly through non-governmental organizations (NGOs), to be endorsed by government, particularly where programme implementation may suffer from weak policy and institutional capacity, or where Governments choose this implementation modality (see section F on selection modality);
 - (b) A broadened donors base, with a possible Advisory Committee open to non-member donors, beneficiaries and, farmers organizations, and civil society representatives;
 - (c) An adaptive management model allowing for updates to targets and goals and parallel trust funds to accommodate funds with specific governance needs;
 - (d) A 5-10 per cent technical assistance set-aside within the programme to support the development of project designs, participatory consultations, backstop project monitoring and implementation supervision, research and innovation, develop technical tools to enhance delivery of results; and
 - (e) A number of best practices and approaches will be applied to ASAP+ projects to enhance their results (see Appendix II for further details).
23. A number of **approaches** will also be emphasized in project design and implementation as described below.
24. Capturing outcomes beyond log frames. Project specific climate resilience index and scorecards will be developed for a selected number of projects as a means to provide project partners with a tool to enhance the understanding of resilience capacities in a specific context and how to monitor progress in achieving them. These will be prepared through participatory approaches and tell the story that is more difficult to quantify through standard indicators. These will serve as learning and management tools. The scorecards will be developed based on existing tools developed through

ASAP2 and be supplemented by recommendations from the mid-term review of ASAP1. The scorecards may also incorporate remotely sensed data.


25. Greater emphasis on adaptive capacity and systemic change. The ASAP1 mid-term review found that many ASAP1 projects focus on technological fixes to current climate stressors and shocks and less on capacity to adapt over time. This is for good reason, as in order to be relevant for poor communities, strategies need to address current demands and needs. The provision of solutions improving food security and incomes in the short term is a pre-condition to build new rural institutions and groups that will participate in the fight to mitigate GHG and adapt to climate change over time. At the same time, communities continue to face uncertain futures and the climate conditions and stressors, such as the current COVID-19 crisis, will continue to change with time, often in unpredictable ways. For these reasons, it is also essential to empower communities with the capacity to continue to adapt to stressors and shocks as they emerge. This involves equipping people with information to make more informed-decisions, build diversity in farming systems and livelihood streams spreading risks, the ability to implement change, assess new contexts and alter their actions as climate conditions evolve.
26. Systematic assessment of the potential for maladaptation. Maladaptation is a particular threat in resource-constrained environments, where there is increased tension in the trade-offs between, for instance, intensified production and sustainable water extraction in drought prone areas. Increasing pressure on declining water resources is likely to increase in coming decades. Understanding the wider and interconnected ecological and social consequences will be important in ASAP+ to ensure the viability of adaptation measures.
27. Strengthened local ownership and exit strategies. Community driven approaches have many benefits and contributions to build adaptive capacity and to the uptake of adaptation and mitigation technologies and their continued maintenance. The IOE Evaluation of Community Driven Development (CDD) highlights the benefits, especially in fragile contexts, in building human, social and physical assets. CDD was found to empower communities, strengthen women's voice and decision-making, and enhance social cohesion and values (EC 2020/108/W.P.3). Women and youth will be involved in a more systematic way in participatory processes. Engaging and partnering with local and regional knowledge, research and extension institutions and services are also a way of fostering innovation, replicating best practices and building ownership, as is farmer-to-farmer knowledge transfer.

D. Provisional ASAP+ Results Management Framework

28. The ASAP+ Results Management Framework (RMF) sets out a comprehensive results logic that serves the overall goal of the programme to reduce food and nutrition insecurity by addressing the underlying climate change drivers. This is achieved through two overarching outcome areas: 1: Increased resilience of vulnerable households to the impacts of climate change on their food security and nutrition and 2: Reduced GHG emissions from interventions with significant development benefits. At portfolio level, this results hierarchy reflects the main pathways of change promoted by the programme. Interlinkages and multiple benefits across the two outcome areas on adaptation and mitigation are expected and encouraged. The targets in the RMF are based on the assumption that resource mobilization targets for the programme are reached as scheduled. Otherwise, targets will be adjusted accordingly.
29. At project level, indicators from the ASAP+ RMF will be selected based on the interventions supported. At a minimum, all ASAP+ projects will report against outreach (*Number of persons receiving services promoted or supported by the project*), at least one outcome level indicator and at least two output level indicators relevant to the project's activities. The quality of a project's results logic will be a key eligibility criterion for project selection. As most ASAP+ projects are expected to be fully blending with IFAD operations, output- and outcome-level indicators related to

IFAD's social inclusion mainstreaming themes (gender, youth and nutrition) will apply to the full investment in cases where the IFAD investment has been designed to be gender transformative, youth sensitive and/or nutrition sensitive.²⁷ Social inclusion mainstreaming will be a key eligibility factor for ASAP+ investment prioritisation. Given the multi-dimensional development outcomes 2RP seeks to support, beneficiary data will be disaggregated by sex and, where appropriate, youth and indigenous peoples at a minimum.








30. A number of innovations will be introduced to support project monitoring. For interventions with a geospatial dimension (such as land under climate-resilient management practices and climate-proofed rural infrastructure), the IPCU will establish a Geographic Information Systems (GIS) results pilot that will develop capacities, systems and processes to allow for geo-locations to be collected to monitor results on the ground. Knowing the precise locations of project activities is a precondition to draw on satellite imagery and other geospatial datasets for enhanced analysis.
31. A resilience scorecard, which IFAD has been piloting, with support from ASAP2, will be used to develop and monitor project specific resilience indices. The process of doing so can significantly support building project's partners' capacities to understand and strengthen resilience for communities and producers and gain deeper insights into outcome level results from projects.












ASAP+ results hierarchy	ASAP+ results at global portfolio level	Indicator ²⁸	SDGs	Data multipliers	Portfolio-level target ranges ²⁹
Goal	Small-scale producers and landless poor rural households are more resilient to climate change and embark on low-emissions development pathways	Number of persons/households whose climate resilience has increased. Number of persons/households whose food security and nutrition has increased. Methodological note: Goal-level result (Targets B and C) to be assessed on the basis of Impact Assessment of a proportion of the ASAP+ portfolio		Sex, Youth, Indigenous Peoples Individuals, Households	Target A. Persons reached (outreach): 7-10 million persons Target B. Persons more climate resilient: Target to be established on the basis of Impact Assessment findings for ASAP1 (expected 2022). Target C: Persons whose food security and nutrition has increased: Target to be

²⁷ **Gender transformative** IFAD projects have to adopt the *IFAD Empowerment Index (IE1)*. **Nutrition sensitive** projects are required to report against *Number of persons/households provided with targeted support to improve their nutrition (CI 1.1.8)* in addition to *Minimum Dietary Diversity for Women (COI 1.2.8)* and/or *Percentage of the targeted people who have improved knowledge, attitudes and practices (KAP) (COI 1.2.9)*. **Youth sensitive** projects from IFAD12 will have to adopt a new indicator on job creation (COI code TBC). All mainstreaming themes require data disaggregation by S, Y and, where applicable, IPs.

²⁸ The **Goal level indicator A** will be measured annually, on a rolling basis. **Goal-level indicator B** will be measured at programme end, on the basis of Impact Assessments. **Outcome indicators** are measured at MTR and TER, through the IFAD Core Outcome Indicator Guidelines. **Output indicators** are measured annually.

²⁹ Based on a US\$ 0.5bn ASAP+ scenario, with target ranges extrapolated from ASAP1 results programming.

					established on the basis of Impact Assessment findings for ASAP1 (expected 2022).
Outcome Area 1. Increased resilience of vulnerable households to the impacts of climate change on their food security and nutrition, focusing particularly on rural women, youth, indigenous peoples					
					
Outcome 1 Indicator a Number of persons/households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices [CI 3.2.2.]			Sex, Youth, Indigenous Peoples Individuals, Households	Target to be established after year 1 of programme implementation.	
Outcome 1 Indicator b Number of persons/households reporting a significant reduction in the time spent for collecting water or fuel [CI 3.2.3.]			Sex, Youth, Indigenous Peoples Individuals, Households	Target to be established after year 1 of programme implementation.	
Sub-outcome 1.1: Improved access to nutritious food and products from agrobiodiverse farming systems	1.1.i. Number of persons/households supported to increase the diversity of farmed species and varieties.		N/A Individuals, Households	Target to be established after year 1 of programme implementation.	
Sub-outcome 1.2: Enhanced human capacity to manage climate risk	1.2.i. Number of persons/groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks [CI 3.1.1.]		Sex, Youth, Indigenous Peoples Individuals, Groups	1.6-2.2 million people 15,600-21,000 groups	
	1.2.ii. Number of persons/households provided with climate information services [CI 3.1.2]		Sex, Youth, Indigenous Peoples Individuals, Households	Target to be established after year 1 of programme implementation.	
Sub-outcome 1.3: Scaled up climate-resilient land and natural resources management	1.3.i. Number of hectares of land brought under climate resilient management [CI 3.1.4 / ASAP 4]		Cropland, Pasture and rangeland, Forested land and agroforestry, Mangroves, Wetlands [This indicator is part of the ASAP+ GIS results monitoring pilot.	3.2-4.3 million ha	

Sub-outcome 1.4: Climate-proofed services and infrastructure	1.4.i. Number of persons/households with increased water availability and/or efficiency for production purposes [ASAP 5b , modified]	 	Sex, Youth, Indigenous Peoples Individuals, Households	275,000-373,000 households
	1.4.ii. US\$ value of new or existing rural infrastructure made climate resilient [ASAP 7a]	 	[This indicator is part of the ASAP+ GIS results monitoring pilot.]	US\$ 134.5-182 million
Sub-outcome 1.5: Strengthened policy frameworks on climate resilient smallholder agriculture	1.5.i. Number of existing/new laws, strategies, regulations or policies on climate change and the agricultural sectors proposed to policy makers for approval, ratification or amendment	 	Multi-country, National, Local	Target to be established after year 1 of programme implementation.
Outcome Area 2. Reduced emissions from win-win interventions with significant development benefits, particularly for food insecure and marginalized groups				
Outcome 2 Indicator Number of tons of greenhouse gas emissions (CO ₂ e) avoided and/or sequestered [CI 3.2.1]			n/a	-96-129 million tCO ₂ e over 20 years (-1.5tCO ₂ e/ha/yr.)
Sub-outcome 2.1: Increased availability of low-emissions development opportunities	2.1.i Number of persons accessing technologies that sequester carbon or reduce greenhouse gas emissions [CI 3.1.3]	 	Sex, Youth, Indigenous Peoples	Target to be established after year 1 of programme implementation.
	2.1.ii Number of persons in new or existing green jobs	 	Sex, Youth, Indigenous Peoples	Target to be established after year 1 of programme implementation.

The Sustainability, Stability and Security Initiative (3S) in Africa

A. What is the Initiative on Sustainability, Stability and Security (3S) in Africa?

1. The 3S is an inter-governmental initiative that works to address the underlying causes of instability and prevent the emerging threats linked to the depletion and mismanagement of natural resources.
2. Conceived and owned by African countries (with Morocco and Senegal as initiators), the 3S Initiative aims at mitigating the adverse drivers and structural factors that hinder people from maintaining sustainable livelihoods and compel them to leave their countries of origin. The 3S Initiative strengthens mobility by building a restorative African economy which maintains and regenerates its environmental resources.
3. To achieve this, the 3S Initiative works at fortifying Africa's three critical endowments jointly: its natural resources (sustainability), human resources (stability), and institutional resources (security). The 3S Initiative tackles the interlinked issues of climate resilience, youth unemployment and irregular migration in an integrated manner by focusing on degraded land areas of the African continent. By tackling conditions such as land degradation and scarcity, insecurity of tenure and competition for resources in a joined-up way, the 3S Initiative is adopting a new approach. This bold, innovative and ambitious approach has been widely acknowledged and welcomed by the international community.
4. At the First African Action Summit (Marrakesh, 16 November 2016), the Heads of State and Government launched the 3S Initiative and committed to accelerate its implementation building on their own resources and mobilizing multilateral and bilateral donors.
5. The 3S Initiative pursues three key outcomes: (i) restoring agricultural lands, ecosystems and forests; (ii) creating green jobs and safeguarding rural employment; and (iii) preventing rural migration through a circular local economy while fostering culture, peace and justice so as to lower risks of exposure to extremist activity and violence. The 3S Initiative is anchored within the forthcoming African Union Blueprint to Implement Rural Development Policies in Africa.

B. Rationale

6. The 3S Initiative aims to develop the continent's natural, human and institutional resources with a view of mitigating the effects of COVID-19 crisis that has reinforced the adverse drivers and structural factors of migration in Africa. Accordingly, there are three central elements to build the rationale of the 3S Initiative.

Strengthening the resilience of African farmers to climatic changes and economic shocks

7. Lack of sufficient economic opportunity is a primary root cause of irregular migration. As a major contributing driver of migration, progressing climate change threatens the productivity of Africa's land resources and deprives its farmers of their economic prospects. And the COVID-19 crisis has further highlighted the vulnerability of both human and natural systems in Africa. Healthy land plays a critical role in the supply of food and water and is also the source of employment for millions of Africans.
8. Even prior to the COVID-19 pandemic, food security and sovereignty on the African continent were weak as agricultural productivity is low. Yet, Africa has a high potential to raise its farm productivity because land and water resources are largely still untapped. For instance, Asia irrigates over 225 million hectares of land (mostly in India, China and Pakistan) with an overall potential of 350 million hectares, whereas Africa irrigates 13 million hectares (only 4 per cent of the current arable land area) on a potential area for irrigation of up to 300 million hectares.

9. Arable land constitutes the economic foundation for small-scale farmers in Africa. In Sub-Saharan Africa, the average farm size amounts to just 2.4 hectares.³⁰ African smallholder farmers generate the bulk of food and constitute the main safeguards of Africa's land and ecosystems. Land is also the primary safety net for Africa's rural poor. Land generates one-third of sub-Saharan Africa's economic growth and supports half its livelihood. About two-thirds of the region's 700 million people live in rural and remote areas.
10. Africa's vulnerable poor in rural areas depend on land for their survival. Yet, Africa is particularly impacted by land degradation, desertification and droughts. Climate change is a major contributing factor and Africa is the world's most severely affected continent by climate change. Climate shocks and emergencies reduced production performance of rain-fed agriculture and, as a result, 27 of the 33 countries designated most at risk from climate change in the world are located in Africa.³¹
11. Climate events in 2017 had a significant impact on acute food insecurity and malnutrition in Africa, affecting 59 million people in 24 countries and requiring urgent humanitarian action.³² Much of the vulnerability to climate variability is associated with the dryland farming and reduced mobility in pastoral rangeland systems supporting 70–80 per cent of the rural population in Africa.³³ COVID-19 further increases the economic fragility of rural households as markets dry up and economic activity shrinks. The policy response needed is to focus on increasing agricultural output and strengthening households' ability to withstand shocks. This will have the added benefit of reducing inequalities while boosting economic growth and jobs.
12. Desertification concerns 45 per cent of Africa's arable land, with 55 per cent of this area at high or very high risk of further degradation. The loss of 280 million tons of cereal crops per year from about 105 million hectares of degraded farm land in Africa could be prevented if soil erosion is managed. Economic studies suggest that investment in sustainable land management practices in Africa would yield benefits of seven times the cost of action. Therefore, there is a compelling economic case for strengthening the resilience of African farmers to climatic changes by investing in sustainable land management.
13. In Africa, nearly 100 million hectares of cropland are currently affected by land degradation, desertification and drought. Most degraded land areas are suited to 'mosaic restoration' which involves combining forests and trees with agriculture, waterways, protected areas and settlements. However, successful land restoration also depends on economic, political, social, cultural and technical factors, suggesting that interventions require a tailored, local and participatory approach to deliver both social, economic and environmental benefits.

Addressing youth unemployment in rural Africa

14. Irregular migration contributes to a brain drain in many African countries. Those who leave are often the young and high-potential workers who, unemployed at home, look for a better economic future elsewhere. COVID-19 is likely to increase youth unemployment in Africa. According to the World Economic Forum, nearly 20 million jobs in Africa will be threatened by the COVID-19 crisis. With youth unemployment twice that of adults, the potential for social unrest is real.³⁴
15. The African continent holds the world's fastest growing population and will reach 1.7 billion people in 2030, and 2.5 billion people by 2050³⁵. While this demographic trend is characterized by rapid urbanization, a significant share of the population will remain

³⁰ <https://www.globalagriculture.org/report-topics/industrial-agriculture-and-small-scale-farming.html>

³¹ IPCC (2014) Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability, WMO, UNEP, Cambridge University Press

³² FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2018. The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building climate resilience for food security and nutrition. Rome, FAO. Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO. Table 7

³³ WMO 2018. The State of the Global Climate in 2018

³⁴ <https://www.weforum.org/agenda/2020/06/covid-19-is-likely-to-increase-youth-unemployment-in-africa-this-is-how-business-can-mitigate-the-damage/>

³⁵ United Nations Department of Economic and Social Affairs (2017) World Population Prospects: 2017 Revision

in rural areas. By 2050, the African continent must feed 1.5 billion more people than today. Moreover, continued population growth in other areas of the world implies that the current production-consumption cycle will need to change, allowing Africa to not only feed itself but also other contribute to food security globally.

16. Beyond boosting resilience to climate change and economic shocks, addressing Africa's youth unemployment crisis is a pressing challenge. Already the world's youngest region, Africa will be home to 38 of the 40 youngest countries in 2050. Its median population will then be under 25 years old. Each year more than 12 million youth enter the labour market in Africa while only 3 million new jobs are being created in the formal sector.³⁶ Youth constitutes 37 per cent of the labour force but makes up 60 per cent of total unemployment.
17. To recover from the coronavirus pandemic, business-as-usual will not be an option. The relationship between human health, well-being and environmental change highlights the need to redouble efforts to protect the environment through a social contract for nature that considers ecosystem restoration and sustainable use as the key to improve the lives of those who rely on natural resources for food, employment and income generation. Africa's rural youth needs a new perspective of hope for a healthy and more prosperous future or else may decide to migrate in search of a better livelihood elsewhere. People and nature must be at the centre of a deep transformation in rural Africa. The nexus between healthy land and healthy people is truer today than ever before. This includes improving domestic mobility by building a circular, more self-reliant economy less dependent on the outside for jobs and income.

Mitigating adverse drivers and structural factors for irregular migration

18. Migration is expected to rise as a result of the COVID-19 pandemic as jobs and income are lost at home when economic activity declines. As of June 2020, migrants accounted for at least 8 per cent of the population in 8 of the 15 countries with the highest number of COVID-19 cases.³⁷ At the same time, as the entire world economy slows due to the pandemic, and more migrants return or are prevented from going abroad for work, one may see a decline in remittances being sent, leading to cutting of vital support to communities.³⁸
19. In Africa, the impacts of climate change and land degradation and its linkage with spiralling youth unemployment in rural areas is a main driver of rural exodus and out-migration. The number of young people in Africa will double to 850 million by 2050, and without jobs and income, a projected 38 per cent of them will be compelled to migrate to cities at home or to other countries.³⁹ Finding themselves on degraded land, vulnerable young people who lack the resources to move away for a better future might remain trapped on their lands and be at risk of exposure to extremist activity and terrorism, contributing to insecurity at home.
20. Between 2015 and 2017, the number of African migrants living within the region increased from 16 million to 19 million.⁴⁰ Most households in sub-Saharan Africa have at least one member who migrated. Internal migrants mostly originate from rural areas, international migrants from urban areas. Migrants are predominantly male and aged between 15 and 34. While there are different drivers of migration, lack of employment and economic opportunity is a key "push" factor.
21. Regarding remittances, the World Bank's latest Migration and Development Brief predicts that international remittances to Sub-Saharan Africa will decline by 23 per cent in 2020 because of the COVID-19 pandemic, with implications for major recipient countries in the region.⁴¹ Furthermore, urban economic closures due to COVID-19 will

³⁶ https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Images/high_5s/Job_youth_Africa_Job_youth_Africa.pdf

³⁷ <https://migrationdataportal.org/themes/migration-data-relevant-covid-19-pandemic>

³⁸ <https://ecdpm.org/talking-points/migration-mobility-covid-19-tale-of-many-tales/>

³⁹ <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/sectors/human-capital-development>

⁴⁰ <https://www.weforum.org/agenda/2018/06/heres-the-truth-about-african-migration/>

⁴¹ <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/9421>

severely impact internal migrants' ability to send remittances to rural areas. In its analysis of the COVID-19 impact in April 2020, the ILO estimated that earnings of informal sector workers in Africa will decline by 81 per cent in the first month of the crisis.⁴²

22. This could potentially have catastrophic impacts on rural livelihoods. Remittances that migrants send to rural areas provide critical supplementary resources to households and help fill in coverage gaps where safety net programs are unavailable. With closures and lockdowns, current responses are understandably focusing on helping informal sector workers in urban areas, where the economic crisis is likely to be more severe initially. Buy building back better, it is important to continue and expand support for poor households in rural areas.
23. In summary, degrading cropland, rising youth unemployment and increasing migration from rural areas are closely intertwined issues. Deteriorating agricultural lands and forests due to climatic changes lead to a loss of livelihoods, prompting decisions for environmentally-induced migration from rural Africa. The COVID-19 crisis accelerates these adverse trends in Africa, driving additional people from their rural homes despite facing reduced prospects for earning a living elsewhere, thus depriving those left behind of income from remittances and increasing their vulnerability.
24. Rather than dealing with climate change adaptation, rural job creation, and migration and mobility in isolation, an integrated policy approach is required. Restoring degraded cropland to its economic potential and improving secure land access for farmers can safeguard existing rural employment and may lead to investment in new land-based jobs, thus relieving pressures on young people to migrate, lowering the risk of their exposure to extremist activity and terrorism, and improving the prospects of a more circular rural economy at home.

C. 3S Objectives

25. To recover from the COVID-19 crisis that affects the entire African continent, the 3S initiative pursues a multi-sectoral approach:
 - **Sustainability** of natural resources and their use, involving land and nature-based solutions, protection of life support ecosystems, stopping and reversing the process of land degradation, and adaptation of agriculture and forestry to the impact of progressive climate change, with a view to bolster the resilience of basic food and water systems to face the current crisis and prepare for future ones;
 - **Stability** of human resources, involving investment in decent green jobs so as to stabilize rural economic livelihoods, providing viable opportunities in the local circular economy as well as alternatives to irregular migration; and
 - **Security** in terms of absence of violence and maintenance of peace in fragile areas, involving protecting vulnerable groups that have seen the COVID-19 crisis adding to their previous vulnerability, and reducing risks of exposure to extremist activity and terrorism.
26. The 3S Initiative is closely aligned with at least three of the 17 Sustainable Development Goals, namely Goal 8 "Decent Work and Economic Growth", Goal 13 "Climate Action", and Goal 15 "Life on Land". Moreover, the 3S Initiative supports the Paris Climate Agreement by addressing policy commitments to improve climate resilience and adaptation. The 3S Initiative also supports the Land Degradation Neutrality (LDN) concept of UNCCD by counterbalancing the loss of productive land with land recovery and restoration efforts where land degradation is occurring.
27. The specific objectives of the 3S Initiative are as follows:

⁴² <https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/lang--en/index.htm>

- (i) **Create two million green jobs** for vulnerable groups, in particular young people, migrants, displaced populations and individuals targeted by extremist groups, through the investment in the **restoration and sustainable land management of ten million hectares of degraded lands** by 2025; and
- (ii) **Strengthen access to land and tenure rights** to increase the sense of belonging to a specific community and place, particularly in fragile areas;
- (iii) **Prevent displacement** by improving preparedness and early warning systems for drought and other natural disasters.

D. Methodology

28. In a post COVID-19 world, the 3S Initiative will tackle the issues of climate resilience, employment and migration out of land degradation-affected areas of the African continent in a systematic and integrated manner. To achieve this, the 3S Initiative is designed to: (i) provide vital rural investment, (ii) address required economic policy changes, and (iii) promote innovative technical and financial solutions. In combination these elements will bring about sustained improvements in economic opportunities of those rural communities most impacted by climate change, unemployment and migration under the COVID-19 crisis.

Rural investment

29. The 3S Initiative will target investment in land restoration and sustainable land management in the most fragile areas and communities experiencing desertification, land degradation and drought (DLDD). Such investment will raise economic opportunities where the COVID-19 crisis has deprived rural populations of agricultural markets, jobs and incomes. This investment will foster rural mobility and help build a circular economy at home instead of having to rely on a slowing inflow of remittances from migrants.
30. This implies a demand-driven approach to land restoration to include smallholder farmers as well as larger agricultural producers. At the same time, development policy suggests that strengthening rural areas requires a multi-sector, multi-level and multi-actor approach. Rural development strategies must harness agriculture by restoring land, enhancing productivity and developing food value chains, but they must also promote related infrastructure investment for rural communities to function sustainably. This approach to rural development demands a programmatic design in order for the 3S Initiative to deliver lasting results.
31. The 3S Initiative will include public as well as private investment. Public resources will come from African countries, ODA donors and multilateral finance institutions. Private investment will include domestic and foreign direct investors in agriculture, agro-industry and forestry.

Adapting economic policies

32. Beyond delivering investment in rural communities and farmers, the 3S Initiative will address central economic policy issues. It will enhance the capacity of African countries most vulnerable to climate change to understand and address the impacts of COVID-19 on environmental change, rural livelihoods, migration, remittances and youth radicalization. It will support the review and development of national land-use, development and agricultural policies. Moreover, policies will be reviewed related to issues of (i) ecological restoration adapted to local landscapes and communities and (ii) efforts to avert different forms of migration out of rural areas. This will include the development of policies and measures in order to strengthen access to land through temporary land usage rights and permanent land tenure in rural and fragile areas, especially amongst vulnerable groups including women, indigenous peoples and the young. There will also be work on strengthening public policies to facilitate private investment in agriculture and forestry.

Fostering innovative solutions

33. Thirdly, the 3S Initiative will foster innovation in technical and financial areas. In land restoration, new cost-effective technologies involve carbon sequestration, protection of biodiversity, use of windbreaks and conservation of water resources, some of them originating from the Middle East and the East Asia region. Such innovations will be deployed on a pilot basis and, if effective, scaled-up. This will help with their commercialization and market acceptance by investors in agriculture and forestry in Africa.
34. In the financial arena, the 3S Initiative will provide incentives to harness the potential of remittances and diaspora investments. The flow of remittances from the diaspora to their home countries reached US\$529 billion in 2018, far exceeding ODA flows of US\$149 billion and pointing to the substantial opportunity in engaging diaspora populations to fund productive investment in source countries of migration. Much work is already underway to facilitate secure, fast and cost-effective international transfers of remittances. The 3S Initiative will foster better access to financial services in remote areas, promoting rural savings, investment and entrepreneurship, and deepening financial inclusion. The 3S Initiative will also engage the diaspora as a source of finance for climate adaptation, land improvement and for small businesses in source countries of rural migration, including through crowdfunding websites and issuance of further diaspora bonds by African countries. The nexus connecting climate change, migration, remittances and diaspora investment presents a promising channel for private finance for resilience building. While the senders of remittances and diaspora investors have different aims, both recognize the growing climate vulnerability and value at risk facing families in rural communities. Investors, preferring the language of business over climate terminology, recognize that changing climate is driving the demand for a wide range of products and services that in agriculture and related areas. Remittance senders, typically more concerned with supporting household consumption, may also be supporting expenditures made by small holders on more resilient seeds, water catchment and other resilient expenditures.
35. Best practice principles to guide the implementation arrangements of the 3S Initiative include a multiple-partner approach involving all stakeholders in an open partnership, a programmatic and demand-driven approach towards project selection, and strong local and country ownership. Local ownership is about empowering rural communities to collaborate in addressing the specific challenges they face. By implementing development strategies, themselves, they are able to take control of their own destiny.

Leveraging remittances and the private sector

36. For the 3S Initiative, leveraging private sector engagement is considered a priority to achieve the objective to “create two million green jobs for vulnerable groups”. Should 2RP seek to approve Non Sovereign Private Sector Operations (NSOs) resources to private sector entities, this will be channelled through the Private Sector Trust Fund and governed by the approaches and instruments (debt, equity, risk mitigation) set by the NSO Framework.
37. Moreover, synergies will also be sought with IFAD’s multi-donor Financing Facility for Remittances (FFR) which since 2006, has worked to increase the impact of remittances and diaspora investment for development by enhancing competition, reaching rural areas, empowering migrants and their families through financial education and inclusion, and encouraging migrants’ investment and entrepreneurship. Going forward, FFR will also promote livelihoods and economic opportunities for both remittances families and diaspora investors that are driven by the need for climate resilience in rural areas. The nexus connecting climate change, migration, remittances and diaspora investment offers increasing scope for channelling private funding to foster green entrepreneurship and micro and small enterprises that offer solutions in climate resilience. These solutions are products, technologies and services that assist small holders in implementing more resilient land use practices and that help them to better

manage the challenges of drought, heatwaves, invasive pests, vector-borne diseases, shifting precipitation patterns and other climate risks.

E. Programme Activities under the 3S Initiative







- Investment in protecting watersheds and sustainable land management;
- Securing land access by smallholder farmers in supporting the issuance of land usage and land tenure rights through national governments Strengthening of public infrastructure in rural communities;
- Enhancement of early warning systems to predict drought and other natural hazards;
- Promotion of agricultural knowledge such as through farm extension services;
- Provision of technical assistance to develop land-based product value chains;
- Financial incentives to farmers and enterprises in agriculture and forestry;
- Mobilization of diaspora funding and financial education on investment of remittances; and
- Carrying out analytical studies on required economic policy changes at the country level and provision of technical assistance activities.

F. Resource Mobilization
















38. The initial target of public resources for the 3S Initiative is US\$ 200 million per year for five years, of which 90 per cent is to come from donors and 10 per cent is to come from 3S countries. A further US\$4 billion is envisaged to be leveraged in-kind through the engagement of the private sector.
39. The interim 3S Secretariat and the 3S countries themselves are mobilising the initial round of pledges for the 3S. Once in place, the IPCU and the advisory committee will be responsible for further mobilisation of funding.

G. Provisional 3S Initiative Results Framework

1. The targets in the table are based on the assumption that resource mobilization targets for the programme are reached as scheduled. Otherwise, targets will be adjusted accordingly.

Objectives	Outcome Areas	Indicators	SDGs	Units of Measure	Multipliers	Targets
1. Stop and reverse land degradation due to climatic changes	1.1. Restore degraded lands to their ecological and economic potential	Number of hectares of land brought under climate resilient management [IFAD CI 3.1.4]		Hectares	Cropland, Pasture and rangeland, Forested land and agroforestry, Mangroves, Wetlands	10 million
		Of which: Share of land restored through innovative technologies ⁴³		Percentage	Cropland, Pasture and rangeland, Forested land and agroforestry, Mangroves, Wetlands	20%
		Number of tons of greenhouse gas emissions (CO ₂ e) avoided and/or sequestered [IFAD COI 3.2.1]		tCO ₂ e	n/a	-300 million tCO₂e over 20 years (- 1.5tCO ₂ e/ha/yr.)
2. Secure rural livelihoods and create new economic opportunities in rural areas	2.1. Improve secure land access for farmers, in particular women and the young	Percentage of persons/households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes. [IFAD COI 1.2.1]		Percentage	Sex, Youth, IP Individuals, Households	Target to be established after year 1 of programme implementation
	2.2. Create new sustainable or green land-based jobs in agriculture, forestry and agro-industry	Number of persons in rural areas accessing financial services (savings, credit, insurance, remittances, etc.) [IFAD CI 1.1.5]		Number	Sex, Youth, IP	Target to be established after year 1 of programme implementation
3. Relieve pressures for long-distance migration from rural	3.1. Rural residents are incentivized to invest in their lands	Number of persons receiving services promoted or supported by the project [IFAD CI1, Outreach]		Persons	Sex, Youth, IP	10-20 million

⁴³ Innovative technologies include, among others: use of drought- and heat-resistant seeds; use of technologically-improved soils; farmer-managed natural regeneration; desert farming using solar power and desalination.

Objectives	Outcome Areas	Indicators	SDGs	Units of Measure	Multipliers	Targets
areas due to climate change and land degradation	instead of abandoning them and migrate permanently		 			
		Number of persons in new or existing green jobs	  	Number	n/a	2 million
		Number of persons/groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks [IFAD CI 3.1.1]	   		Sex, Youth, IP Individuals, Groups	Target to be established after year 1 of programme implementation
		Number of persons/households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices [IFAD COI 3.2.2]	   		Sex, Youth, IP Individuals, Households	Target to be established after year 1 of programme implementation
		Number of persons/households reporting a significant reduction in the time spent for collecting water or fuel [IFAD COI 3.2.3]	 		Sex, Youth, IP Individuals, Households	Target to be established after year 1 of programme implementation

GCF Great Green Wall Initiative for the Sahel (GCF-GGWI) concept under development

1. The Great Green Wall Initiative is a pan-African initiative to restore and sustainably manage land in the Sahel-Saharan region in order to address both land degradation and poverty. It was first envisioned in 2005 by the former President of Nigeria, Chief Olusegun Obasanjo, and strongly supported by President Abdoulaye Wade of Senegal. In 2007 the Initiative gained momentum when the African Union Declaration 137 VIII was adopted, approving the "Decision on the Implementation of the Great Green Wall for the Sahara and Sahel Initiative" (AU 2007) (from here on referred to as GGWI).
2. Endorsed in 2007 by the African Union (AU), the GGWI is one of the earliest international land restoration initiatives that brings together African countries and international partners, under the leadership of the African Union (AU) and Pan-African Agency of the Great Green Wall (PAA). A broad set of African and international partners are involved in the initiative through project implementation and development, or through the funding of several ongoing and future projects in all GGWI countries.
3. The aim of the GGWI was originally to create a 15 km wide and 8,000 km long tree barrier across eleven countries of the Sahel⁴⁴. This truly Pan-African movement is now being supported by a number of countries across Africa as well as international partners and donors under the political auspices of the African Union. The GGWI is coordinated by the Pan-African Agency for the Great Green Wall, with its Secretariat in Nouakchott, Mauritania. In recent years, the vision of the GGWI has evolved into a more comprehensive and integrated development approach.
4. The objectives of the Great Green Wall Initiative by 2030⁴⁵ are to:
 - Restore 100 million hectares of actually degraded land,
 - Sequester 250 million tons of carbon,
 - Create 10 million jobs
5. In addition, the completion of the Great Green Wall Initiative by 2030⁴⁶ brings hope to:
 - Improve food security for 20 million people,
 - Support the millions of people living in communities across the Sahel,
 - Provide access to 10 million smallholder farmers to agricultural technologies resilient to climate change
6. The Great Green Wall initiative contributes to 15 out of 17 SDGs, with direct contributions to six, and indirect links to another nine of the goals. The direct contribution are related to SDG 15 on the protection, restoration and sustainable use of ecosystems, SDG1, SDG2 and SDG8 on poverty alleviation, improving food security and decent economic growth through the creation of income generating activities based on the sustainable production (SDG12) of non-timber and agro-pastoral products. The GGWI also has a strong climate action component (SDG13), with the different SLM activities not only increasing countries' resilience and adaptive capacities to extreme climate events, but also contributing to climate change mitigation through their carbon sequestration potential.

⁴⁴ Burkina Faso, Chad, Eritrea, Djibouti, Ethiopia, Mauritania, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sudan

⁴⁵ <https://www.greatgreenwall.org/2030ambition>

⁴⁶ UN Climate Change Newsroom, 2015. Great Green Wall: 'Growing A World Wonder'. Restoring the Productivity and Vitality of the Sahel Region. <http://newsroom.unfccc.int/lpaa/resilience/great-green-wall-growing-a-world-wonder-restoring-the-productivity-and-vitality-of-the-sahel-region/>

7. In 2012, the GGW Initiative adopted a Harmonized Regional Strategy⁴⁷ (HRS) that consolidated national strategies of the GGWI member states and arrived at a coordinated approach for implementation, structured into five-year planning steps. Drawing on the HRS, member countries have elaborated National Action Plans to develop clear steps for the implementation of the GGWI national objectives. The first cycle, 2011-2015⁴⁸, aimed at the establishment of the institutional and organizational framework of the GGWI structures, the conceptualization, the awareness and the appropriation of the concept, as well as the establishment of pilot activities at the level of each country. The second cycle 2016-2020⁴⁹ focused more on operational activities and aimed at accelerating concrete actions. This year, 2020, marks a critical juncture for taking stock and assessing progress and challenges in order to inform the next phase.
8. The third cycle from 2021-2025 is expected to consolidate the activities and measures that have been implemented to date. Finally, the fourth cycle 2026-2030 would allow a substantial contribution of the GGWI to the achievement of the UN's Sustainable Development Goals (SDGs) and to other international commitments of the member states under Multilateral Environmental Agreements (MEAs) such as the Rio Conventions (UNCCD, UNFCCC and CBD).
9. The elaboration of the GGWI strategy 2021-2025 will take into account Agenda 2063, the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme, as well as all the national plans and strategies related to the GGWI activities.
10. The official GGWI intervention zone corresponds to the entire geographical fringe of the Sahara between the isohyet 100 mm and 400 mm of average rainfall (PAA 2018).

Figure 1
GGWI area of intervention,



Source: <https://www.greatgreenwall.org/results>

11. Combining the intervention zones reported by the eleven Sub-Saharan GGWI member states, the total area of the GGW initiative extends to 152 million ha, with the largest intervention zones located in Niger, Nigeria, Mali, Ethiopia and Eritrea⁵⁰.

A. Rationale

12. The countries of the Great Green Wall (GGW) fall within the Sahelian zone that has experienced significant increases in temperature and alteration in precipitation patterns over the last 30 years. Rainfall is truncated to shorter wet seasons with increased frequency of heavy rainfall. Consequently, the dry season length has been extended, and increased surface runoff from heavier rainfall has reduced ground water

⁴⁷ http://www.fao.org/fileadmin/templates/europeanunion/pdf/harmonized_strategy_GGWSSI-EN_.pdf

⁴⁸ <https://www.grandemurailleverte.org/index.php/plan-action/planification/plan-d-action-2011-2015>

⁴⁹ <https://www.grandemurailleverte.org/index.php/plan-action/planification/plan-d-action-2016-2020>

⁵⁰ Intervention areas in Burkina Faso and Niger are subject to confirmation by countries, as they do not coincide between the two sources used.

recharge. This will become more severe over the next 30 – 100 years. As a result, land degradation is increasing and ecosystem services are declining, negatively affecting food security, water availability, livelihoods and rural economies across the region.

13. The Sahel region is home to over 135 million people and this total is expected to double by 2050. It has one of the most diverse cultural bases in the world and a vibrant, creative and large youth population. This region is disproportionately affected by the impacts of climate change described above, because of its dependence on the agricultural sector. Economic reliance on rain-fed farming and pastoralism mean that livelihoods and food security are intimately linked to weather trends and environmental conditions. Farmland and rangeland are becoming increasingly degraded, which forces farmers to face declining yields and income. In many cases, the impact has been so great that land can no longer support large livestock herds in some areas. Land desertification and degradation has exacerbated conflicts over resources and has pushed millions of people to migrate to cities or abroad. Youth living in poverty are often at risk for recruitment into extremist groups and/or a target of their violence. The group, Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), for instance, is now portrayed⁵¹ as “an attractive employer for impoverished desert youth”. In the Sahel, climate change is a major risk multiplier: it fuels conflicts and is a threat to peace and stability. This is particularly true in already fragile regions, as it leads to scarcity of some of the most essential natural resources on which most smallholder farmers depend on.
14. Despite all these challenges, the Sahel is perceived as a great land of opportunity. The region has a range of ecosystems and agricultural zones, such as the savannah, the semi-arid Sahel regions, sub-humid Guinea and extensive coastal zones. Various tradable commodities are grown in the region such as maize, soybean, dairy and livestock across the Guinea Savannah; rice in West Africa; cassava in humid and sub-humid zones, Non Timber Forest products; horticulture and fish farming in all lakes across the regions. This means that there is a wealth of opportunities to diversify production. The region is endowed with great potential for renewable energy sources, which can be used to power the agricultural sector and accelerate its industrialization. 365 days a year of sunshine in many parts of the region will generate significant amounts of solar power. This, together with the region’s potential in wind power, can help to close the energy gap in smallholder farming. Investments in providing smallholder households and small and micro-enterprises in the food chain much needed access to renewable energy technologies will enable them to engage in value-added activities (processing, drying, and storage) and increase productivity and food security.

B. GCF GGWI Programmatic Approach

Objective

15. The role of the GCF GGWI programmatic approach, jointly proposed by the GCF, IFAD, the UNCCD and France, aims to set up an organizational and a financial framework to build on the progress and best practices achieved since 2007 within the GGWI and to identify transformational approaches to better support countries in accelerating the implementation of actions prioritized in their national development plans and strategies, contributing to the objectives of the GW initiative.
16. The transboundary nature of the GGWI UP is essential, because of the cross countries’ realities on the ground in particular pastoralist practices (an important factor in land degradation in the Sahel), water resources, connections to local markets; but also political instabilities and security issues, rural depopulation/immigration as a direct consequence to the increased aridity in the region.

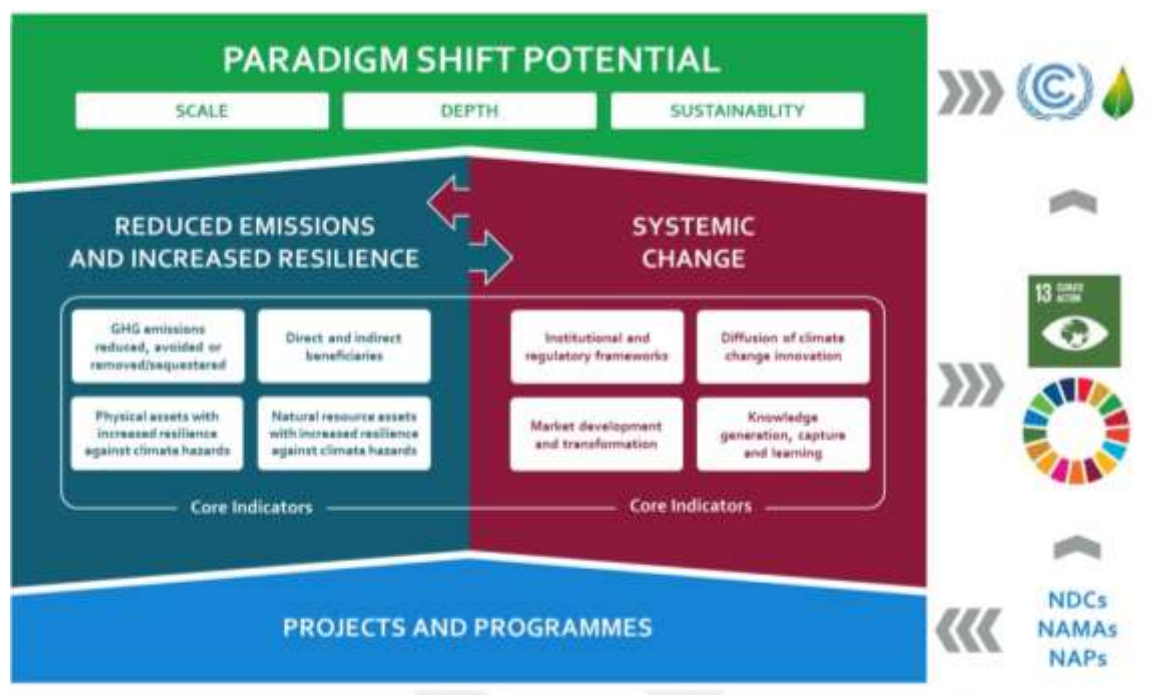
⁵¹ [Dal Santo, 2018](#)

17. Restoration interventions in the GGWI are implemented at the landscape scale and across land uses and production systems (e.g. forests, agroforestry, croplands, grasslands, and pastoral and fishery systems). They involve many sectors and groups, and put communities – and their livelihoods – at the centre. Restoration must be understood, planned and tackled along the entire value chain, from land and seed to end products and markets. Restoration success requires the following conditions: supportive policies; good governance; sufficient technical, operational and financial capacities; incentives for communities to sustain their actions; effective engagement of the private sector and continuous monitoring and learning.
18. To address the barriers described above, which are slowing down the implementation of the GGWI, it is proposed to structure the programmatic approach around the following mutually enforcing pillars. This will significantly contribute to livelihood enhancement, poverty alleviation, increased food security and ecosystem sustainability across the GGW. These pillars are:
 - **Pillar 1:** Investment in small and medium-sized farms and strengthening of value chains, local markets, organization of exports
 - **Pillar 2:** Land restoration and sustainable management of ecosystems
 - **Pillar 3:** Climate resilient infrastructures and access to renewable energy
 - **Pillar 4:** Favourable economic and institutional framework for effective governance
 - **Pillar 5:** Capacity building

C. Approach to integrated result management

19. The GCF-GGWI programmatic approach is based on the GCF Integrated Result Management Framework (IRMF), as well as on the GCF sector guidance on agriculture, forests and land use, ecosystems and ecosystem services and water. Its ambition is to set out a clear, complete and coherent architecture for GCF results management directed at two main objectives: (i) facilitating more consistent and credible reporting of climate results of GCF-funded projects/programmes, that can be aggregated and reported in the area of intervention of the Great Green Wall Initiative; and (ii) allowing the GCF to start assessing the contribution of its investments to promoting paradigm shift towards low-emissions and climate-resilient development pathways and supporting implementation of the UNFCCC and Paris Agreement in the context of the GGW initiative.
20. The GCF IRMF establishes requirements and processes for project/programme-level monitoring, but also defines how project/programme-level data will be aggregated to report on the GCF's sector and portfolio-level progress.

Figure 2
IRMF results architecture



21. This architecture is designed to measure results at four levels:
- (i) Paradigm shift potential
 - (a) Scale: Degree to which there has been a significant increase in quantifiable results within and beyond the scope of the intervention, including evidence of scaling up innovation and replication.
 - (b) Depth: Degree to which an intervention has been taken up in terms of shift in behaviour, markets, systems and decision-making and embedded within the intervention's targeted groups and/or systems without equally increasing its cost base.
 - (c) Sustainability: Degree to which a structural, cultural and financial base has been created to support the desired change and is continued over time.
 - (ii) Reduced emissions and increased resilience: Four core indicators (all quantitative) will be used to track progress at this result level:
 - (a) Core indicator 1: GHG emissions reduced, avoided or removed/sequestered, per result area
 - (b) Core indicator 2: Direct and indirect beneficiaries, per result area
 - (c) Core indicator 3: Physical assets with increased resilience against climate hazards, by type
 - (d) Core indicator 4: Natural resource assets with increased resilience against climate hazards, by type
 - (iii) Systemic Change
 - (a) Core indicator 5: Institutional and regulatory frameworks – degree to which GCF investments contribute to strengthening institutional and legally-binding regulatory frameworks for low carbon climate-resilient development pathways.
 - (b) Core indicator 6: Diffusion of climate change innovation – degree to which GCF's investments contribute to innovations not previously or widely

demonstrated in a particular context and strengthen conditions which facilitate the effective development, uptake and transfer of innovations.

- (c) Core indicator 7: Market development and transformation – degree to which GCF’s investments contribute to new markets and business activities at the sectoral, local, or national level and create enabling environments for market transformation.
 - (d) Core indicator 8: Knowledge generation, capture and learning – degree to which GCF’s investments contribute to effective knowledge generation and learning processes, and use of good practices, methodologies and standards for aligning financial flows with sustainable development.
- (iv) Project/programme level: AEs will develop project/programme-level theory of change (TOC), logical frameworks and measurement approaches based on guidance provided by the GCF and the GCF-GGWI support unit.

D. Investment framework

22. The total amount of external and domestic funding combined that has been allocated to the GGWI in the first decade (2011-2017) adds up to US\$206 million, as reported by the member states, and to US\$1.8 billion between 2010-2019 when considering pipeline information published by international donors, despite the pledges done during summit on "Climate Challenge and African solutions" in the margins of the UNFCCC COP21, reaching US\$8 billion.
23. 166 million hectares of the GGWI core area provide opportunities for restoration⁵². Based on data from WRI⁵³, land restoration in Africa incurs average costs of US\$440/ha across all activities and countries, although such costs may be higher within countries of the Sahel region. Applying this basic estimate to the remaining land area in need for restoration to reach the 2030 vision would mean that land rehabilitation measures alone would cost around US\$3.3 billion per year, or a total of US\$33 billion up to 2030⁵⁴.
24. The present programmatic framework aims at ensuring an effective complementarity and alignment of the US\$10 billion towards the objectives of the GGWI 2021-2025. GCF NDAs and AEs are encouraged to make the best possible use of all the financial tools offered by the GCF, including grants, loans, guarantees and equities.





⁵² https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/resource/FAO_Great_Green_Wall.pdf

⁵³ <https://www.wri.org/publication/roots-of-prosperity>

⁵⁴ Based on land restoration costs for Africa (WRI 2017) and assuming the shares of the different activities in reaching the 2030 vision to be constant (compare Figure 4 above)

Provisional 2RP Results Management Framework

1. **Project specific indicator requirements:** Each 2RP project will report against Indicator 1 (*IFAD CI 1, Outreach*) and at least one additional 2RP programme-level RMF indicators. To note, portfolio-level targets are based on the assumption that resource mobilization targets for the programme are reached as scheduled. Otherwise, targets will be adjusted accordingly.

	ASAP+	3S	2RP	SDGs
Indicator 1: Number of persons receiving services promoted or supported by the project (<i>disaggregated by Sex, Youth, Indigenous Peoples</i>)	7-10 million	10-20 million	17-30 million	
Indicator 2: Number of hectares of land brought under climate resilient management (<i>disaggregated by: Cropland, Pasture and rangeland, Forested land and agroforestry, Mangroves, Wetlands</i>)	3.2-4.3 million hectares	10 million hectares	13.5 million hectares	
Indicator 3: Number of persons in new or existing green jobs (<i>disaggregated by Sex, Youth and Indigenous Peoples</i>)	Target to be established after year 1 of programme implementation.	2 million	At least 2 million	
Indicator 4: Number of tons of greenhouse gas emissions (CO₂e) avoided and/or sequestered⁵⁵	-96-129 million tCO₂e over 20 years	-300 million tCO₂e over 20 years	-410 million tCO₂e over 20 years (1.5 tCO ₂ e/ha/yr.)	

⁵⁵ In line with international GHG reporting practice, GHG reduction/sequestration potentials are first assessed ex-ante, at project design, and projected over a 20 year time horizon. Updated projections, based on activities implemented at project completion, will be provided at programme end, projected again over the original time horizon.

Summary of lessons learned from ASAP1

1. Based on the 2020 mid-term review on ASAP1 and individual project mid-term reviews, a number of innovations are proposed for the management and implementation of ASAP+. Below are a number of lessons learned and best practices from ASAP1 projects that will provide a menu of recommendations for ASAP+ portfolio development. Tables 1 below summarizes thematic innovations that will be introduced to maximize ASAP+ results.

Broadening the scope of interventions from farm to policy

- The focus of ASAP1 projects were on coping with climate change at the farm level. Greater attention to solutions along the value chain will be included, for example through the use of renewable energy solutions for food processing.
- Market access is also essential to the success of adaptation strategies for species diversification. In Nicaragua, farmers having invested in diversified systems (cocoa coffee mix to cope with rising temperatures) are now connected to global fair-trade companies.
- The link with national policies is extremely useful regarding food security policies and policies linked to climate change, land degradation and biodiversity. It can contribute to the dialogues between different sectoral ministries.

Technology uptake

- Participation of beneficiaries in priority setting and identifying solutions and the right tailoring and targeting of technical solutions is key to successful uptake and impact. Some failures have been reported, where expected “quick wins” did not gain the buy-in from small-scale producers. There were many lessons learnt from these failed pilots. Disseminating innovations aimed to help small-scale producers cope with climate change can be challenging and requires specific skills. For example, there have been failures with solar pumping solutions because the power and depth of the system was not adapted to the local water table level (Chad). Additionally some processing solutions can produce products that are not adapted to local markets (specific maize flour in Rwanda).
- ICT have been tested and scaled up in some countries and are a very promising tool to provide advisory services related to climate shocks (Mali, Rwanda).

Local Capacity, partners and extension systems

- Quite a few ASAP projects have invested in the mainstreaming of climate change in new extension systems. The involvement of farmers’ organizations has been common and has led to more ownership and sustainability. The funding mechanisms must be planned with a long- term perspective to allow and ensure better sustainability. ASAP has shown that extension systems achieve better results if the content of the trainings is context specific and adapted to marginalized actors such as women and young people. The extension packages have also been tailored to the typology of households present in a specific project area. The training of trainers has also shown to be a viable solution to ensure sustainability in the mid-term and expand capacities.
- Local planning processes have been key to raise awareness around climate trends and impacts. The analysis of possible solutions, at the community level with the involvement of a large range of stakeholders, including groups of women and young people, has proven to be the best solution to achieve uptake and impact. This has proven so successful that these activities have been scaled up in new projects approved by IFAD.
- Working with Municipal and local governments, such as in Mali and Viet Nam amongst others, is a natural progression from local planning. These local processes have in some countries, eventually been linked to the implementation

of national policies, which shows the reach of successful local policies and approaches. This also shows the high level of commitment and ownership at the National level.

- The involvement of research agencies is also key to proposing innovations tailored to specific country contexts. The World Overview of Conservation Approaches and Technologies (WOCAT) has been involved in various ASAP1 projects (e.g. Cambodia, Lao PDR, Uganda) and is testing a range of technologies with farmers' organizations. In Burundi, the national agricultural research institute contributes to the promotion of adapted seeds. Using local research entities also helps to build national capacity, which makes the interventions more sustainable as ownership is increased.

Table 1 - **Areas for enhancement of ASAP+ Management**

Theme	Improvements to ASAP+	Implementation modality
Results Indicators	<p>Enhance results reporting</p> <p>Enhance data coherence, collection and recording against indicators during implementation.</p> <p>Enhance transparency and rigour of outcome data with geospatial dimensions by supporting data collection with geospatial data and GIS tools.</p>	<p>Require at least three climate change indicators across outcomes in project log frames.</p> <p>Develop guidance note for M&E teams with descriptions of indicators, and methodologies for standardized interpretation of indicators and collection means.</p> <p>Establish a GIS results pilot programme within ASAP+; collaborate with local actors such as observatories on environment. Build capacity of M&E units through training and guidance.</p> <p>Establish an ASAP+ M&E Specialist position to provide technical backstopping to project teams.</p>
Knowledge generation	<p>Develop greater in-depth knowledge on a continuous basis that enhance the ASAP+ portfolio and programming, including addressing new issues as they emerge.</p>	<p>Produce a series of ASAP technical notes and policy briefs targeted to practitioners to enhance ASAP+ implementation on an on-going basis.</p>
Technical Expertise	<p>Enhance climate change specific expertise in project designs and supervision.</p>	<p>Develop a roster of validated climate change consultants; implement regular capacity building sessions for PMUs to support project implementation.</p>

Nexus areas between climate change, nutrition, gender, youth, and indigenous people (adapted from EB 2019/128/R.6)

1. **Climate change and nutrition.** Food systems are both highly vulnerable to the impacts of climate change and are a source of degradation of ecosystem services supporting resilience and emissions that cause climate change. Climate change can negatively affect nutrition, for example through decreased food quantity and access, decreased dietary diversity, and decreased food nutritional content. Such impacts are currently disproportionately affecting the poor. For this reason, it is vital that climate change projects also address sustainable food systems and nutrition objectives and vice versa.
2. For example, species varieties in agroforestry projects to sequester carbon and reduce erosion can be selected for their provision of fruits and nuts. Similarly, increasing the efficiency and sustainability of some animal production practices, including for poultry and fish, have positive benefits for both nutrition and for climate change mitigation.
3. Value chains for nutrition can also be developed based on high diversity cropping systems with creating synergies and spreading the risk of a failed harvest, with different crops able to withstand different climate conditions. In addition, species that minimize water and energy use and reduce food waste can be selected to serve both nutrition and climate change objectives.
4. Examples of strategies that address climate change and nutrition objectives:
 - Greater diversification of crops selected for a range of climate conditions, leading to more diverse food availability and choices in the food system and improved diet quality under conditions of unpredictable seasonal climate conditions
 - Promote local species and wild edibles which are highly adapted to agro-ecological marginal areas and which are resilient to more extreme climate conditions
 - Promote water efficiency and recycling to reduce drought through multifunctional water use, including for kitchen gardens and better household hygiene and sanitation
 - Promote practices and technologies to reduce women's time and energy deficits in accessing safe water and energy.
5. **Climate change and gender.** Gender norms shapes people's ability to adopt agricultural and other livelihood practices that can help them adapt to climate change and mitigate greenhouse gases.
6. The negative effects of climate change and environmental degradation tend to impact women more severely, as they are more dependent on the natural environment for subsistence and income than men are and have lower adaptive capacity. As a result, women are disproportionately affected by extreme climate events through loss of livelihood – and life. In addition, if men migrate in response to droughts or floods, and reduced agricultural production, women-headed households remaining behind may become further impoverished as inputs in the form of labour and income are reduced.
7. Conversely, targeted actions to empower women, especially young women, in the management of the environment and its resources and improve the nutrition of children. Women receive only 7 per cent of agricultural investment. In developing countries, only 10-20 per cent of landholders are women. If women had the same access to productive inputs as men, their productivity could increase 20-30 per cent⁵⁶. Gender-sensitive adaptation results in better livelihood options and incomes, improved

⁵⁶ FAO, 2013, <http://www.fao.org/resources/infographics/infographics-details/en/c/180754/>

- yields, more food security and reduced workloads for women and their families. Such interventions also show that women and men are better able to make informed decisions about their lives, thus balancing their human development priorities when giving attention to sustainable natural resource management.
8. In addressing climate variability, project solutions that strengthen resilience need to be attentive to women's existing labour burdens at home and in the field, and seek affordable, labour-reducing technologies. Activities that specifically support women to diversify income-generating opportunities can also strengthen their resilience, especially when they promote adaptation to climate variability, e.g. planting dual or triple purpose trees with food, fodder and market benefits.
 9. Examples of strategies that address climate change and gender objectives:
 - Promoting equitable access to climate change knowledge, training, resources and services for women and men is a key practical step for inclusive adaptation to climate change;
 - Directing access to credit and seed capital for women to implement climate smart income-generating activities;
 - Introducing clean-energy technologies that reduce women's workloads, which are often greater than that of men's;
 - Improving women's access to water and clean energy.
 10. **Climate change and youth.** The outflow of young people from rural areas in search of more viable livelihoods is exacerbated by lack of access to land and other natural resources, such as water and seeds. What little land they can access is often under threat from climate change⁵⁷. This results in youth migration which can increase the burden on women left behind to manage lands as well as families, while also offering a life-saving flow of remittances back to rural areas. Yet, paradoxically, it is precisely the passion of young people for their natural environment, as well as their early adoption of new technologies and approaches, that can boost more sustainable agriculture.
 11. Engaging youth in climate change efforts may be a successful pathway to promote greater interest in agriculture. This is especially true if these efforts are linked to new agricultural technologies such as precision agriculture or renewable energy; increasing private sector opportunities through expanded sales of inputs and advisory services; or equipment hire services (such as "Hello Tractor" in Nigeria). This makes it possible for young people to adopt new agricultural and other technologies to both generate income and cope with climate variability. Particularly effective are approaches that make use of digital platforms and mobile technologies to link women and young producers with processors and other buyers to circumvent mobility and insecurity constraints.
 12. Examples of strategies that address climate change and youth objectives:
 - Employing youth as labour for building Community Infrastructure for Climate Change Adaptation and Disaster Risk Reduction, supported by vocational training when required.
 - Training materials highlight youth entrepreneurship activities and promote a positive image of the sector to youth, including income-generating opportunities offered by climate change activities.
 - Targeted vocational training and financial support for youth for:
 - The provision of renewable energy technologies (hiring portable equipment, maintenance services...)

⁵⁷ IFAD Rural Youth Action plan 2019-2021

- advisory services on sustainable and climate smart agriculture, including ICT solutions,
 - circular economy value chains (organic inputs, waste management)
 - landscape restoration related jobs, ranging from short term restoration works to enclosure keeping and input provision (tree nurseries)
 - non timber products processing and marketing
 - grey water recycling for sub-urban agriculture
13. **Climate change and indigenous peoples.** Indigenous peoples are development and climate actors; they are rights holders and contributors at global level to the sustainable use of biodiversity. Indigenous men and women have been at the forefront in the fight against climate change.
14. In its engagement with indigenous peoples, IFAD is guided by nine fundamental principles: (a) cultural heritage and identity as assets; (b) free, prior and informed consent; (c) community-driven development; (d) land, territories and resources; (e) indigenous peoples' knowledge; (f) environmental issues and climate change; (g) access to markets; (h) empowerment; and (i) gender equality.
15. Indigenous peoples' have a special role in the conservation of biodiversity, the preservation of traditional knowledge and techniques that may serve climate change adaptation and stewards of land which store carbon and regular floods and droughts. The role of indigenous peoples' traditional knowledge in facing climate changes has been included in the 2015 Paris Agreement on Climate Change.⁵⁸
16. Examples of strategies that address climate change and indigenous peoples objectives:
- Integrate climate change adaptation activities based on participatory methods: i) gather knowledge on local practices used to cope with climate change, ii) create talking maps for community planning with projection of sustainable use and climatic data, iii) use learning routes as tools to systematize and spread good practices on traditional knowledge.
 - Harvest local indigenous knowledge and by creating, for instance, a *Committee on Climate Change Impact* in order to provide information on drought resistant crops, rainwater conservation technology, crop insurance, seed and grain banks. Applying this strategy, traditional knowledge can contribute to climate adaptation demonstrations of ground water recharge methods, water harvesting structures, erosion control, construction of terraces and drainage channels.⁵⁹

⁵⁸ Paris Agreement on Climate Change, Paris, 12 December 2015 (2016) 55 International Legal Materials 740–755, Article 7, para. 5.

⁵⁹ IFAD (2016) The Traditional Knowledge Advantage, indigenous peoples' knowledge in climate change adaptation and mitigation strategies. Source: https://www.ifad.org/documents/38714170/40320989/traditional_knowledge_advantage.pdf

ASAP1 Results Management Framework challenges and proposed solutions for ASAP+

1. ASAP1 introduced an innovative logframe and RMF when it was designed in 2012 (see below). During implementation, some aspects of the logframe were found not to capture the full breadth of results achieved by the programme. While broader indicators were suitable for aggregation at a programmatic level, this sometimes meant a lack of granularity in cases where highly diverse interventions contributed to the same indicator. Reporting challenges were exacerbated by the fact that, at design, ASAP projects did not have to compulsorily adopt ASAP indicators to qualify for funding, meaning many projects had to retrofit indicators into their logframes during implementation.
2. As of April 2020, the ASAP Programme has disbursed over 50 per cent of its funding and has already achieved more than its programmed targets for: indicator 3. Production and processing facilities supported with increased water availability and efficiency; and indicator 6. Community groups engaged in NRM and climate risk management activities. However, it is lagging on its targets for: indicator 2. Land under climate-resilient practices; indicator 4. Households supported with increased water availability or efficiency; and indicator 7. New or existing rural infrastructure protected from climate events. Other core RMF indicators are mostly on track with the disbursement amount. A variety of factors contribute to this divergence in performance across indicators, including issues related to target-setting at design; more limited uptake of certain indicators compared to others; misunderstandings about what results are (or are not) eligible for reporting under a given indicator. Across the board, it is clear that numeric results alone do not capture qualitative successes and therefore only provide a partial view of success on the ground.
3. For instance, indicator 2, on "land under climate-resilient practices" started out as a catch-all for land-based activities. It did not differentiate between different types of land use (e.g. rehabilitated pastureland, cropland, woodlots or wetlands, including mangroves). The amount of time and money to rehabilitate these different types of land varies significantly between type, and with an overarching indicator like ASAP's, it was not possible to differentiate. A very different example is indicator 7, on "New or existing rural infrastructure protected from climate events", which is an indirect measure of the value of infrastructure protected, rather than a direct measure of the ASAP investment to protect the infrastructure, and therefore is distinct from all other indicators. Finally, consistency across results measurement practices varies between projects and regions. Such inconsistency also extended to results attribution. Of the 42 ASAP projects, 8 were add-on grants, and the rest were blended. Disentangling results in the 8 add-on grants between ASAP and the underlying IFAD project proved extremely challenging, leading to both over- and under-reporting in different instances. The first ASAP RMF also fell short in terms of monitoring the adaptive capacity and resilience of ASAP beneficiaries in the medium term.
4. In formulating the ASAP+ RMF, IFAD has taken these deep insights from ASAP1 on board. Measures taken include:
 - A thorough revision of the RMF indicator architecture, in light of gaps and in line with IFAD's increasingly ambitious climate and wider mainstreaming commitments. This includes introducing new indicators and revising past ones, as appropriate; as well as introducing new multipliers, with clear rules on compulsory indicator adoption in terms of number and nature and data disaggregation by beneficiary profile.
 - A methodology will be created for attribution of results to ASAP+ and IFAD PoLG.
 - Where relevant, innovative monitoring of results on the ground will take place over time as part of an ASAP+ GIS data pilot.

- To more systematically capture non-numeric data and nexus results across thematic intervention areas, new technical analyses and success story publications will be prepared. Proxies to monitor smallholder resilience will be proposed (context specific index and scorecard).
5. These ambitious M&E commitments for ASAP+ will be supported by an earmarked M&E budget, to ensure the ASAP+ technical coordination unit has the expert capacity to attend and backstop design/supervision missions on a routine basis and support the systematic gathering of reliable data and success stories from projects that reach beyond the numbers, to human impact and growing resilience.
 6. Following the strong depreciation of the pound sterling relative to the United States Dollar in 2016 and considering that a large portion of the ASAP was contributed by the United Kingdom in pound sterling, the commitment authority for ASAP-related programming was reduced substantively, from US\$366.5 million in May 2016 to US\$316.2 million in April 2018; a reduction of 14 per cent. This had unfortunate negative impacts on the portfolio wide targets and some core indicators of the ASAP programme had to be decreased from their original values. As of May 13th 2020, the ASAP1 portfolio has disbursed over US\$170 million, and has the following programmed targets and cumulative results.

Overview of the contribution of 2RP to the COVID-19 response

1. Climate change and COVID-19 are examples of global shocks that act as poverty multipliers. This programme is all the more relevant today during the global COVID-19 crisis during which climate change continues to ravage vulnerable communities and extend further along the global food system, and lack of opportunities or lost jobs due to the pandemic can force migration. Building resilience to climate change shocks and stressors is fungible – resilience building carries through to other types of shocks.
2. The current COVID-19-crisis the linkages between climate change, biodiversity and human health. Up to 75 per cent of emerging infectious diseases that affect humans are zoonotic, such as COVID-19, which originate from animals, either domestic or wild⁶⁰. The main causes for this increase are ecosystem conversion, habitat fragmentation and the way we produce, trade and use living species for food, medicines and other products⁶¹. It is well known that climate change is expected to increase the occurrence and affect the patterns of zoonotic and vector borne diseases.
3. COVID-19 also acts as a catalyst for decreased job opportunities in origin countries and increased foreign-born unemployment in host economies. There is the very real possibility that the COVID-19 crisis will increase forced migration. Lockdowns and the global economic downturn have caused many to lose their livelihoods. As restrictions on movements are lifted, people will be compelled to move to find economic opportunities elsewhere⁶². The 3S Initiative pillar of 2RP is perfectly placed to be able to counter these causes of economic migration and help those in Africa hit hardest by COVID-19 related economic impacts to cope and thrive in their own countries.
4. 2RP will contribute to rethinking and build-back-better strategies by implementing preventive measures to the climate induced spread of zoonotic viruses such as COVID-19 but also other pests and vector-borne diseases, such as desert-locust by reducing their enabling conditions that provide the pathway for their spread. These include measures to enhance ecosystem resilience, include areas and corridors for biodiversity and habitat conservation and integrating biodiversity in farming systems, integrated pest management, micro-climate management through, for instance, shade canopies, animal health, pests and diseases early warning and response systems. These are vital not only to address the prevention of future outbreaks but as a means of managing current ongoing threats to poor rural communities.
5. Moreover, along the lines of economic recovery packages being designed in more developed economies, so too must be the response in developing countries. 2RP provides a channel for building back better and reducing the impacts of future shocks. Investments in renewable energy, energy efficiency of storage facilities, green jobs for youth, investment in innovation, the recovery of biodiversity and the circular economy are all part of the 2RP package.
6. The emphasis on the IFAD social inclusion themes will also be key to the COVID-19 response. The current crisis and research confirms that people who are deficient in one or more nutrients are more susceptible to infection and infections are more

⁶⁰ Taylor, L.H., Latham, S.M. and Woolhouse, M.E.J. (2001). Risk factors for human disease emergence. *Philos. Trans. R. Soc. Lond. B Biol. Sci.*, 356, 983–989. <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/11516376>

⁶¹ Horby P.W., Hoa N.T., Pfeiffer D.U., Wertheim H.F.L. (2014) Drivers of Emerging Zoonotic Infectious Diseases. In: Yamada A., Kahn L., Kaplan B., Monath T., Woodall J., Conti L. (eds) *Confronting Emerging Zoonoses*. Springer, Tokyo https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-4-431-55120-1_2

⁶² <https://www.theguardian.com/world/2020/jul/24/global-report-red-cross-warns-of-big-post-covid-19-migration-as-who-hits-back-at-us>

severe and longer lasting, putting them more at risk. The key seems to be a consistently diverse set of foods rich in fruits and vegetables. The challenge in meeting this requirement leaves the rural poor more susceptible to illness. Defining food security as access to healthy diversified diets, an estimated 3 billion people globally could not afford a healthy diversified diet in 2017, which include many rural poor families.⁶³ The 2RP will address this by promoting resilience to climate change through agro-ecological approaches with high levels of agrobiodiversity, crop diversification, mixed-farm systems, and selection of plant and animal species appropriate to the changing climate conditions. These increase the availability of a variety of healthy foods in local and national food systems and create the resilience of human and natural systems to climate shocks and stressors.

⁶³ FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2020. The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming food systems for affordable healthy diets. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/ca9692en>

Glossary of environment and climate change-related terms

Adaptive Capacity

The ability of systems, institutions, humans and other organisms to adjust to potential damage, to take advantage of opportunities, or to respond to consequences. {WGII, III}

Biodiversity

Biological diversity means the variability among living organisms from all sources including, inter alia, terrestrial, marine and other aquatic ecosystems and the ecological complexes of which they are part; this includes diversity within species, between species and of ecosystems (*UN, 1992*).

Carbon Sequestration

The uptake (i.e., the addition of a substance of concern to a reservoir) of carbon containing substances, in particular carbon dioxide (CO₂), in terrestrial or marine reservoirs. Biological sequestration includes direct removal of CO₂ from the atmosphere through land-use change (LUC), afforestation, reforestation, revegetation, carbon storage in landfills and practices that enhance soil carbon in agriculture (cropland management, grazing land management). Carbon sequestration can also be used to refer to Carbon Dioxide Capture and Storage (CCS). {WGIII}

Climate Change

A change in the state of the climate that can be identified (e.g., by using statistical tests) by changes in the mean and/or the variability of its properties and that persists for an extended period, typically decades or longer. Climate change may be due to natural internal processes or external forces, or to persistent anthropogenic changes in the composition of the atmosphere or in land use.

A change of climate which is attributed directly or indirectly to human activity that alters the composition of the global atmosphere and which is in addition to natural climate variability observed over comparable time periods. *The Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), Article 1*

Climate Change Adaptation

The process of adjustment to actual or expected climate and its effects. In human systems, adaptation seeks to moderate or avoid harm or exploit beneficial opportunities. In some natural systems, human intervention may facilitate adjustment to expected climate and its effects⁶⁴. {WGII, III}.

Climate change adaptation is the process of human and natural systems adjusting to the actual or expected impacts or effects of climate change. It includes adapting to short-term weather fluctuations, inter-annual variability, and longer-term changes over decades, and it relates to adjustments in behaviours, practices, skill sets, natural processes, and knowledge that anticipate short-, medium-, and long-term changes. (*Adapted from the World Bank Group's [WBG] Adaptation & Resilience Action Plan 2019 [WBG, 2019]*)

Adjustment in natural or human systems in response to actual or expected climatic stimuli or their effects. Adaptation can be carried out in response to (ex post) or in anticipation of (ex-ante) changes in climatic conditions. It entails a process by which measures and behaviours to prevent, moderate, cope with and take advantage of the consequences of climate events are planned, enhanced, developed and implemented (adapted from UNDP 2005, UKCIP 2003 and IPCC 2001). In this regard, an action is considered an adaptation response only when it is planned as an explicit response to climate risk considerations.⁶⁴ (*ITAD – ASAP MTR*)

⁶⁴ Source: ASAP Programme document.

Climate Change Adaptation Finance

Adaptation interventions and their outcomes are context- and location-specific by nature. Therefore, at IFAD, adaptation finance is tracked only if the following three steps are fully met:

1. Clearly set out the climate vulnerability context of the project;
2. Make an explicit statement of intent to address climate vulnerability as part of the project; and
3. Articulate a clear and direct link between the climate vulnerability context and the specific project activities.

Climate Change Mitigation

Mitigation (of climate change) A human intervention to reduce emissions or enhance the sinks of greenhouse gases.

Climate Change Mitigation Finance

Unlike adaptation, mitigation results are global. Mitigation finance can therefore be identified on the basis of a positive list of eligible mitigation activities by investment sector. Nevertheless, at IFAD, to count mitigation finance, projects must quantify the greenhouse gas emissions reduction potential of their eligible activities (e.g. by including an Ex-Ante Carbon balance Tool (EX-ACT) analysis) to ensure emissions will really be reduced/sequestered.

Impacts (consequences, outcomes) of climate change

Effects on natural and human systems. The term impacts is used primarily to refer to the effects on natural and human systems of extreme weather and climate events and of climate change. Impacts generally refer to effects on lives, livelihoods, health, ecosystems, economies, societies, cultures, services and infrastructure due to the interaction of climate changes or hazardous climate events occurring within a specific time period and the vulnerability of an exposed society or system. Impacts are also referred to as consequences and outcomes. The impacts of climate change on geophysical systems, including floods, droughts and sea level rise, are a subset of impacts called physical impacts. {WGII}

Mainstreaming Climate Change

For IFAD, the term "mainstreaming" is synonymous with the integration of specific cross-cutting themes – such as gender equality and women's empowerment, nutrition security and climate resilience – into prevailing business concepts, strategies and processes, so that they can become the norm and improve the effectiveness of development investments. Along these lines, climate mainstreaming for IFAD means integrating consideration of climate-related risks and opportunities into IFAD investment programmes by establishing the necessary institutional mind-set, expertise, tools and processes. *IFAD*

Maladaptation

Maladaptation is related to actions that may lead to increased risk of adverse climate-related outcomes, including through increased GHG emissions, increased vulnerability to climate change, or diminished welfare, now or in the future. Maladaptation is usually an unintended consequence. *(Adapted from the World Bank Group's [WBG] Adaptation & Resilience Action Plan 2019 [WBG, 2019])*

Resilience

Resilience is the ability of a human or natural system to withstand the impacts of exogenous shocks and to cope with or rebound from them. The term encompasses the capacity of a system to face multiple shocks and stressors-socioeconomic, market related, climate related-and withstand them. *(Adapted from the World Bank Group's [WBG] Adaptation & Resilience Action Plan 2019 [WBG, 2019])*

Resilience to Climate Change

Climate resilience is strengthening a system to withstand climate-related shocks or stressors where adaptation and resilience intersect. It constitutes an important and growing subset of building system level resilience to multiple shocks. Climate resilience is the capacity of a system to cope with, or recover from, those effects, while retaining the essential components of the original system. *(Adapted from the World Bank Group's [WBG] Adaptation & Resilience Action Plan 2019 [WBG, 2019])*

Vulnerability

The propensity or predisposition to be adversely affected. Vulnerability encompasses a variety of concepts and elements including sensitivity or susceptibility to harm and lack of capacity to cope and adapt. {WGII}

Vulnerability to Climate Change

The degree to which a system is susceptible to, and unable to cope with, adverse effects of climate change.

Unless otherwise stated, definitions are derived from one of the following IPCC reports:

1. *IPCC, 2018: Annex I: Glossary [Matthews, J.B.R. (ed.)]. In: Global Warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, H.-O. Pörtner, D. Roberts, J. Skea, P.R. Shukla, A. Pirani, W. Moufouma-Okia, C. Péan, R. Pidcock, S. Connors, J.B.R. Matthews, Y. Chen, X. Zhou, M.I. Gomis, E. Lonnoy, T. Maycock, M. Tignor, and T. Waterfield (eds.)]. In Press*
2. *IPCC, 2019: Annex I: Glossary [Weyer, N.M. (ed.)]. In: IPCC Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, V. Masson-Delmotte, P. Zhai, M. Tignor, E. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Nicolai, A. Okem, J. Petzold, B. Rama, N.M. Weyer (eds.)]. In Press*

Related policies and documents

- IFAD11 Commitment Matrix:
<https://webapps.ifad.org/members/repl/11/04/docs/IFAD11-4-R-2-Rev-1.pdf> ;
<https://webapps.ifad.org/members/eb/124/docs/EB-2018-124-INF-7.pdf>
- Environment and Climate Strategy and action plan:
<https://webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/EB-2018-125-R-12.pdf>
- Environment and Climate Strategy and action plan – Results Management Framework: <https://webapps.ifad.org/members/eb/126/docs/EB-2019-126-R-3.pdf>
- Rural Youth Strategy and Action Plan: Short version -
https://www.ifad.org/documents/38711624/41190839/Action_Youth_web.pdf/f09a8d5c-36eb-f915-8b36-b521b1414b08

Long version - <https://webapps.ifad.org/members/eb/125/docs/EB-2018-125-R-11.pdf>
- Nutrition Strategy and Action Plan:
<https://www.ifad.org/documents/38711624/41237738/IFAD+Nutrition+Action+Plan+2019+2025++web.pdf/91800e90-68cf-a604-0874-2a44723e73d6>
- Gender Strategy and Action Plan:
<https://webapps.ifad.org/members/eb/126/docs/EB-2019-126-INF-6.pdf>
- Framework for Implementing Transformational Approaches to Mainstreaming Themes
<https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/EB-2019-128-R-6.pdf?attach=1>
- Partnering with indigenous peoples for the SDGs:
https://www.ifad.org/documents/38714170/41390728/policybrief_indigenous_sdg.pdf/e294b690-b26c-994c-550c-076d15190100
- ASAP2 Concept Note (long and short versions):
<https://webapps.ifad.org/members/eb/122/docs/EB-2017-122-R-44.pdf> Long
- IFAD11 Targeting Policy:
https://www.ifad.org/documents/38711624/41411186/revised_targeting_guidelines_main.pdf/d97624c2-e212-be71-b86d-2617e6c31499